

# **Actes des États Généraux de l'Agriculture et de l'Alimentation Durables**

AGRI  
PARIS

Les Actes des États Généraux de l'Agriculture et de l'Alimentation Durables (EGAAD) sont une synthèse des échanges qui se sont déroulés lors de la concertation. Elle n'est pas exhaustive et n'engage pas la Ville de Paris. Il s'agit d'une étape qui fait suite aux discussions menées entre mai 2021 et janvier 2022 au sein de 12 groupes de travail composés d'une quarantaine de personnes chacun. Les propositions formulées ne font pas toutes consensus. Leur faisabilité technique, juridique et budgétaire sera étudiée et elles feront l'objet d'arbitrages financiers et politiques.

**Mars 2022**

## SOMMAIRE

<b>INTRODUCTION</b>	<b>3</b>
Présentation des EGAAD et des enjeux autour de la création d'AgriParis	3
Méthodologie des EGAAD	3
Organisation du document	4
<b>LES PRINCIPAUX CHIFFRES DE LA CONCERTATION</b>	<b>5</b>
<b>FICHES RECAPITULATIVES DES 12 GROUPES DE TRAVAIL</b>	<b>7</b>
Foncier agricole : préservation, acquisition, transmission	8
Aides à l'installation, à la conversion, au maintien en bio et rémunération des services rendus à la nature	11
Formation aux métiers de l'agriculture durable et emplois agricoles	14
Amélioration des conditions de travail et de la qualité de vie des agriculteurs	17
Production agricole locale et développement des circuits courts alimentaires	20
Développement des circuits courts non alimentaires	23
Développement local des filières et outils de transformation alimentaire	26
Optimisation de la logistique des circuits alimentaires courts et de proximité	29
Valorisation locale des déchets alimentaires via la méthanisation et le compostage agricole : du champ au champ	32
Approvisionnement de la restauration collective parisienne	35
Approvisionnement de la restauration commerciale, des marchés et des commerces alimentaires	38
Modèle de gouvernance multi-partenariale et contractualisation avec des territoires ruraux	41
<b>QUATRE MISSIONS TRANSVERSALES PLEBISCITEES PAR LES PARTICIPANTS</b>	<b>44</b>
Mise en réseau, Tiers de confiance	45
Observatoire, Ingénierie	45
Financement	46
Communication, Plaidoyer	46
<b>Liste des participants</b>	<b>47</b>

## INTRODUCTION

### Présentation des EGAAD et des enjeux autour de la création d'AgriParis

Pour sa nouvelle mandature, **la Ville de Paris s'est fixé un cap ambitieux en matière d'agriculture et d'alimentation durables**. À travers le nouveau Plan Alimentation Durable, les objectifs pour la restauration collective parisienne sont revus à la hausse pour atteindre, d'ici 2027, **100% d'alimentation durable au sein de la restauration collective parisienne, dont 50% de proximité**, c'est-à-dire provenant d'un rayon de moins de 250 km autour de Paris. La création de l'opérateur AgriParis s'inscrit dans la volonté de la Ville de Paris de répondre au mieux à ces objectifs et plus largement d'améliorer la résilience alimentaire du territoire, le degré de durabilité des denrées et la santé de la population.

La préfiguration d'AgriParis s'est déroulée en deux phases de concertation successives visant à définir le périmètre des missions de cet opérateur et son mode opératoire.

En premier lieu, la **Conférence Citoyenne sur l'Agriculture et l'Alimentation Durables (CCAAD)** s'est tenue en mars 2021, réunissant 50 Parisiens et 50 Franciliens autour de la question « Bien manger en 2021, ça veut dire quoi ? ».

Cette concertation s'est poursuivie de mai à décembre 2021 à travers **les États Généraux de l'Agriculture et de l'Alimentation Durables (EGAAD)**. Ces États Généraux ont associé les services de l'État, de la Région, de la Métropole du Grand Paris, les autres collectivités territoriales intéressées, les services de la Ville de Paris, des acteurs du monde agricole, du monde de la recherche et des personnalités de la société civile, sollicités pour leur expertise sur les 12 thématiques abordées.

### Méthodologie des EGAAD

Les EGAAD se sont déclinés en 12 groupes de travail (GT) de 3 séances chacun, en visioconférence, portant sur des thématiques en lien avec les futures missions d'AgriParis. Chaque GT s'est déroulé ainsi :

- Une **introduction** par un ou plusieurs élu-e-s
- Une **montée en compétence** des participants grâce à une présentation des enjeux par un chercheur des Greniers d'abondance (s'appuyant sur un livret thématique dont les participants ont pu prendre connaissance en amont de chaque GT)
- Des **temps d'échange**, en plénière ou en sous-groupe, pour approfondir les enjeux et proposer des pistes d'actions opérationnelles pour AgriParis. L'outil numérique **Beekast** a servi de support à certains des échanges, permettant par exemple la création de nuages de mots ou de post-its virtuels
- Une **mise en perspective**, à la fin de chaque atelier, par un ou une chercheur-se associé.e au GT et expert.e de la thématique
- Une **conclusion** et présentation des prochaines étapes

Un compte-rendu a été rédigé à l'issue de chaque atelier, puis communiqué aux participants. En parallèle, entre décembre 2021 et janvier 2022, un espace participatif a été ouvert sur Beekast aux participants, ainsi qu'à un nombre plus large d'acteurs, afin que chacun puisse s'exprimer sur les thématiques souhaitées, notamment grâce au dépôt d'un cahier d'acteurs.

## Organisation du document

Afin de présenter les travaux de concertation réalisés dans le cadre de ces états généraux, la présente synthèse est organisée en 3 parties :

- Une première partie rappelant les grands chiffres de cette concertation ;
- Une seconde partie sous forme de fiches synthétiques des 12 groupes de travail, présentant les enjeux principaux soulevés par les participants et les pistes d'action proposées pour AgriParis ;
- Une dernière partie sur les quatre missions transversales identifiées par les participants pour AgriParis.

**LES PRINCIPAUX CHIFFRES  
DE LA CONCERTATION**

AGRI  
PARIS

## LES EGAAD C'EST...



**9** mois de concertation avec les professionnels des secteurs agricole et alimentaire



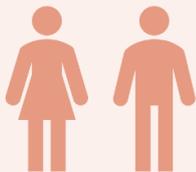
**12** groupes de travail



**36** ateliers



**177** structures associées à la démarche



**277** participants externes à la Ville de Paris

**85** participants issus des services de la Ville de Paris



**973** participations aux 36 ateliers

**243** contributions à la consultation en ligne



**1216** participations

**FICHES RECAPITULATIVES  
DES 12 GROUPES DE TRAVAIL**

AGRI  
PARIS

# GT1

## Foncier agricole : préservation, acquisition, transmission

**Auteurs du livret des Greniers d'Abondance :** Félix LALLEMAND, Céline MONTHEARD

**Chercheuse associée au GT :** Claire ARAGAU, Maître de Conférences-Géographie/Aménagement, Université Paris Nanterre, Laboratoire Mosaïques-UMR CNRS 7218 LAVUE

Dates des séances

25/05

09/06

23/06

Ce groupe de travail avait pour objectif de cibler les leviers d'action qu'AgriParis pourrait actionner pour contribuer à la préservation et à la valorisation des terres agricoles et améliorer la résilience alimentaire de Paris.

En s'appuyant sur le livret thématique réalisé par les Greniers d'Abondance, cinq enjeux ont été identifiés et présentés aux participants :

- La protection des terres
- La transmission des terres agricoles
- Les droits et propriété d'usage
- L'accès au logement
- La connaissance des marchés fonciers

Les participants ont rebondi sur ces différents enjeux et fait ressortir les besoins spécifiques suivants :

### Les 9 besoins clés identifiés par les acteurs

1. Démocratiser les outils comme les **fonds de portage\*** et les **foncières citoyennes\*** pour faciliter l'accès à la terre
2. Mener une réflexion sur les **modes de transmission progressifs** pour des grosses exploitations (couveuses, système coopératif, etc.)
3. **Limiter la spéculation sur le foncier** dans les zones périurbaines en donnant une vision à long terme sur la vocation agricole / naturelle des terrains. Garantir le maintien des terres agricoles à long terme dans les documents d'urbanisme (PLU...)
4. Prendre en compte la **qualité agronomique** des sols pour orienter leurs destinations.
5. Orienter les terres vers l'**agriculture bio et durable** au moment de la transmission
6. Encourager les propriétaires individuels de terres non exploitées à louer avec un bail adapté (modèle Passeurs de terres)
7. Mettre en œuvre une **veille foncière** grâce à la connaissance des acteurs (collectivités, agriculteurs, citoyens) du territoire
8. **Valoriser la concertation avec les collectivités** pour une cohérence élargie à un territoire identifié
9. Garantir la **transparence** sur les cessions de parts de société

Suite à la définition de ces besoins, deux séances ont permis d'affiner les rôles et missions que pourrait avoir AgriParis concernant la préservation, l'acquisition et la transmission du foncier agricole :

### Pistes d'actions proposées pour AgriParis

#### Amélioration des pratiques de gestion foncière

- Faire fonctionner ou adapter les mécanismes de compensation carbone\* et biodiversité pour favoriser la préservation des terres et les pratiques agricoles vertueuses
- Soutenir une stratégie de sanctuarisation du foncier agricole coordonnée avec d'autres collectivités et partenaires
- Proposer aux Parisien-ne-s propriétaires de terres agricoles (déjà exploitées ou en friche) un service de gestion de foncier agricole sécurisant et peu contraignant, faisant le lien avec les agriculteurs en s'inspirant du modèle Passeurs de Terres

#### Mécanismes d'intervention sur le foncier

- Candidater à l'**acquisition de foncier contraint ou sous pression en direct et/ou via des partenariats** avec les opérateurs fonciers du secteur
- Intervenir sur un **fond de portage** existant ou monter un fond de portage en propre
- Faire appel à un système d'information géographique / à d'autres moyens d'études pour **améliorer la réactivité des outils de portage et inscrire cette démarche dans des temporalités complémentaires** : temps court (couveuses, portage) / temps long (stockage)

Ces rôles et missions ont enfin fait l'objet d'échanges quant à leur faisabilité et modalités de mise en œuvre.

**Outil de portage/stockage.** L'exemple du **fond de portage Agence des Espaces Verts / SAFER**, constitue un cadre intéressant pour explorer le positionnement possible d'AgriParis, et son intervention pour combler les manques identifiés (durée du portage, publics cibles...).

**Lien entre acquisition et maîtrise des pratiques agricoles.** Un bail rural seul n'est juridiquement pas très contraignant sur les modalités d'exploitation et la durabilité des pratiques. Mais d'autres outils, comme **le recours à des cahiers des charges**, dans le cadre d'appels à projets pour l'attribution d'exploitations, **peuvent être utilisés pour encadrer les pratiques agricoles.**

**Mécanismes de compensation carbone et biodiversité.** Des outils se mettent progressivement en place, notamment sous l'impulsion de la Caisse des dépôts et de la SAFER. Outre la mobilisation du foncier, les **enjeux** principaux relèvent plutôt **de la qualité des projets et des terres mobilisées au titre de la compensation.** Il sera nécessaire de mettre en place une **gouvernance partagée efficace sur ces questions de compensation** afin de faciliter les démarches et d'anticiper la mobilisation foncière.

**Outil de connaissance géographique.** De nombreux outils existent déjà (MOS régional, BRGM, fond OCEAN, ...). Plutôt que de recréer l'existant, il s'agirait plutôt pour l'opérateur

AgriParis de **compléter l'information disponible**, de partager la méthodologie des études relatives à la qualité agronomique des sols, ainsi que de mobiliser ces outils pour une meilleure transparence des marchés fonciers.

**Foncier Ville disponible.** L'enjeu sur ce foncier serait d'en **faire des espaces exemplaires du point de vue des pratiques agronomiques durables** et, lorsque cela est possible, **des espaces d'expérimentation, d'innovation et de dialogue** afin de partager et diffuser la connaissance issue de ces retours d'expériences.

**Claire ARAGAU**, la chercheuse associée à ce groupe de travail, a quant à elle relevé les points suivants :

- **La maîtrise foncière** et ses trois sous-thèmes sont essentiels : **la veille foncière, le portage foncier et la formule de l'outil de portage**, avec un intérêt relevé pour le modèle de la SCIC\*.
- La **commande publique** est un levier fort pour influencer les pratiques agricoles.
- Il existe de forts enjeux à **développer les outils supports** et à mieux partager les informations.

### Structures ayant participé à ce groupe de travail (par ordre alphabétique)

- |  |   |                                |
|--|---|--------------------------------|
| › Agence des Espaces Verts                   | › Caisse des dépôts                             | › GAB Ile-de-France            |
| › APUR                                       | › Chambre d'agriculture de Région Ile-de-France | › SAFER Ile-de-France          |
| › Banque des Territoires - Caisse des dépôts | › Eau de Paris                                  | › Terre de Liens Ile-de-France |
| › Biovallée CCVD                             | › Ferme de Viltain                              |                                |

## GT2

### Aides à l'installation, à la conversion, au maintien en bio et rémunération des services rendus à la nature

**Auteurs du livret des Greniers d'Abondance :** Valérie ROSENWALD, Saturnin MESNIL

**Chercheur associé au GT :** François LEGER, Enseignant-chercheur en agroécologie à AgroParisTech

Dates des séances

02/09

16/09

30/09

Ce groupe de travail avait pour objectif de définir le positionnement d'AgriParis dans le paysage des aides existantes ainsi que les dispositifs sur lesquels il pourrait s'appuyer.

En s'appuyant sur le livret thématique réalisé par les Greniers d'Abondance, cinq enjeux ont été identifiés et présentés aux participants :

- L'attractivité des métiers agricoles
- L'accès au foncier, le financement, la reprise d'exploitations
- L'accès à des filières agroalimentaires diversifiées
- L'accès à des débouchés locaux rémunérateurs
- Le développement de l'agriculture biologique et des paiements pour services rendus à la nature

Les participants ont rebondi sur ces différents enjeux et fait ressortir les besoins spécifiques suivants :

#### Les 8 besoins clés identifiés par les acteurs

1. Développer et animer des dispositifs de **découverte des métiers agricoles** (ex : campagne de communication sur les métiers de l'agriculture, d'immersion professionnelle, de test d'activité)
2. **Agir sur le revenu agricole et sur les conditions de travail** pour rendre les métiers agricoles attractifs, assurer des débouchés rémunérateurs
3. Investir dans du **foncier agricole avec les collectivités** et contractualiser avec les agriculteurs qui y seront installés
4. Accompagner les **installations et investissements collectifs** pour faciliter les transmissions vers des pratiques durables et réduire les coûts pour les repreneurs
5. Développer une **stratégie entre communes**, EPCI, départements et région pour la préservation du foncier, par exemple par la définition de périmètres de protection et de mise en valeur des espaces agricoles et naturels périurbains (PAEN)
6. Faciliter l'accès à des **réseaux logistiques** et des débouchés dans Paris
7. Au-delà de la seule dimension « production », penser le rôle et le poids de **la Ville comme prescriptrice/régulatrice de filières**
8. Soutenir les **outils collectifs de transformation** pour permettre le maintien de la valeur ajoutée malgré l'augmentation des volumes mis en marché en raison de conversions

Suite à la définition de ces besoins, deux séances ont permis d'affiner missions qui pourraient incomber à AgriParis en matière de formation aux métiers de l'agriculture durable et aux emplois agricoles :

### Pistes d'actions proposées pour AgriParis

#### Accompagnement des agriculteurs (création de collectifs, foncier, marchés publics)

- Créer et animer un **réseau de porteurs de projets** pour encourager la création de collectifs pour faciliter le partage d'informations et les échanges entre cédants et porteurs de projets à l'installation
- Encourager les installations en collectif
- Accompagner les agriculteurs dans **l'accès aux marchés publics** (critères attendus, montages juridiques)

#### Valorisation et aides aux pratiques agricoles respectueuses de l'environnement

- Financer les **pratiques et les infrastructures agroécologiques** (préservation des sols, de la biodiversité et de la ressource en eau) via des mécanismes comme la compensation carbone, en lien étroit avec la Coopérative Carbone de Paris
- Évaluer et prendre en compte les **services rendus et les coûts évités par les pratiques agricoles durables**
- Jouer un rôle de lobbying pour le **développement des paiements pour services environnementaux\* (PSE)**

Ces rôles et missions ont enfin fait l'objet d'échanges quant à leur faisabilité et modalités de mise en œuvre.

**Réseau de porteurs de projet.** AgriParis devrait soutenir et donner de la visibilité aux réseaux d'accompagnement existants. L'opérateur pourrait ainsi remplir un rôle de partage, de diffusion d'informations et de retours d'expériences aux acteurs de l'écosystème agricole et alimentaire. De plus, des **actions foncières concertées** devraient être mises en œuvre. En ce sens, **AgriParis pourrait promouvoir et participer aux instances de dialogue sur le foncier rassemblant différents acteurs.**

**Financements des pratiques et infrastructures agroécologiques.** Les participants ont jugé globalement complexe la mise en œuvre de cette action dont les leviers sont encore expérimentaux. Cependant, a été partagée la nécessité **d'investir ces champs et de développer le dialogue entre acteurs** pour favoriser le partage de méthodes, de connaissances et l'identification de sources de financements. Enfin, **l'implication de chercheur.se.s dans la future gouvernance d'AgriParis** pourrait permettre de développer de l'expertise sur l'évaluation des services écosystémiques et des coûts évités.

**François LEGER**, le chercheur associé à ce groupe de travail, a quant à lui relevé les points suivants :

- AgriParis devrait mener une réflexion sur **l'interaction avec les dispositifs existants** afin de ne pas porter des actions déjà investies par d'autres acteurs.
- La Ville pourrait devenir un acteur de la filière en mobilisant des leviers tels que les **marchés publics** ou **l'accès des producteurs locaux aux marchés de plein vent** (et non cibler l'aide directe aux agriculteurs).
- Les actions de la Ville devraient agir en faveur de la **fonction nourricière mais aussi écologique de l'agriculture**.

### Structures ayant participé à ce groupe de travail (par ordre alphabétique)

- |                         |   |                            |
|-------------------------|---|----------------------------|
| › CDC Biodiversité      | › FADEAR  | › Les Champs des Possibles |
| › Chambre d'Agriculture | › GAB Ile-de-France   | › MSA Ile-de-France        |
| › DRIAAF                | › Jeunes Agriculteurs Ile-de-France /Association régionale des Point Accueil Installation | › Région Ile-de-France     |
| › Eau de Paris          | › La Ceinture Verte   | › SAFER Ile-de-France      |

## GT3

### Formation aux métiers de l'agriculture durable et emplois agricoles

**Auteurs du livret des Greniers d'Abondance :** Ludovic MAMDY, Saturnin MESNIL

Dates des séances

08/06

22/06

13/07

Ce groupe de travail avait pour objectif de définir la façon dont AgriParis accompagnera la formation de nouveaux chefs d'exploitation, la création et le maintien d'emplois agricoles.

En s'appuyant sur le livret thématique réalisé par les Greniers d'Abondance, sept enjeux ont été identifiés en amont du groupe de travail et présentés aux participants :

- La formation initiale
- La formation continue
- Les publics cibles
- L'attractivité des métiers
- La mise en réseau des acteurs
- Le financement de la formation
- L'adaptation des formations à la durabilité

Les participants ont rebondi sur ces différents enjeux et fait ressortir les besoins spécifiques suivants :

#### Les 9 besoins clés identifiés par les acteurs

1. Sensibiliser et former les **acteurs de l'insertion**
2. Accompagner les **publics moins diplômés**
3. **Valoriser les métiers agricoles** par des témoignages, rencontres, visites
4. Financer l'émergence des projets (suite notamment au désengagement de VIVEA\*, qui a arrêté ce type de financement)
5. Former aux réalités des métiers agricoles. Intégrer l'**agroécologie théorique et pratique** dans les programmes scolaires
6. Certifier des formations qui ne le sont pas encore, augmenter le nombre de BPREA en Ile-de-France et **développer l'offre de formation** éligible au CPF\*
7. Soutenir les **formes contractuelles rémunératrices** (revenus fixes et décents)
8. **Tester et expérimenter en collectif**
9. Favoriser/créer des **moments d'échange, de rencontre** avec tous les acteurs locaux

Suite à la définition de ces besoins, deux séances ont permis d'affiner les rôles et missions que pourrait avoir AgriParis concernant la formation aux métiers de l'agriculture durable et aux emplois agricoles :

Pistes d'actions proposées pour AgriParis	
<p><b>Émergence, tests en collectif, mise en réseau</b></p> <p>Augmenter <b>le financement des formations à l'agriculture</b> durable et diminuer le reste à charge pour les apprenants :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• CPF, Pôle emploi, financeurs, organismes formateurs</li> </ul> <p><b>Formation et immersion</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Développer un programme de formation</li> <li>• Créer des espaces test</li> </ul>	<p><b>Sensibilisation et attractivité</b></p> <p><b>Faciliter les installations</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Accès au foncier (collectivité et agriculteurs partenaires)</li> <li>• Accès à des espaces test</li> <li>• Développement des filières</li> </ul> <p><b>Sensibiliser les publics</b> : urbains en reconversion, jeunes en décrochage, jeunes en parcours scolaire, primo arrivants, migrants</p>

Ces rôles et missions ont enfin fait l'objet d'échanges quant à leur faisabilité et modalités de mise en œuvre.

**Financement des formations à l'agriculture.** AgriParis pourrait **réaliser un état des lieux des formations existantes** (formation à l'émergence, formation aux métiers de la transformation alimentaire...), **faciliter le dialogue et négocier avec les financeurs** pour renforcer et étoffer l'offre de formation. Il a également été évoqué la possibilité de **sensibiliser et de former les conseillers de Pôle Emploi, de la maison de l'emploi**, etc. afin qu'ils puissent porter des dossiers de financements et défendre certains projets de formation.

**Salariat agricole.** Des financements pourraient être proposés pour salarier les saisonniers en période creuse et les former à la ferme, à travers un contrat aidé par exemple.

**Faciliter les installations.** AgriParis pourrait mener un travail **d'identification et de mobilisation des exploitants** qui à court-moyen terme seront amenés à **céder leur exploitation**, ou enclins à mettre à disposition leurs espaces agricoles pour la **création d'espaces tests**. Par ailleurs, AgriParis, en relation avec d'autres collectivités, pourrait œuvrer à la **définition et au portage d'une stratégie foncière à l'échelle du Bassin parisien**.

**Sensibiliser les publics.** En plus de **proposer des dispositifs de sensibilisation adaptés à chaque public cible** au regard de leurs spécificités, AgriParis pourrait augmenter la visibilité des formations et emplois agricoles lors du salon Paris pour l'Emploi et du salon de l'Étudiant.

### Structures ayant participé à ce groupe de travail (par ordre alphabétique)

- › Abiosol
- › AGROF'ILE
- › Atelier Parisien d'Urbanisme
- › CFA
- › CFPPA Bougainville
- › Chambre d'agriculture IDF
- › CHANTIER école Île-de-France
- › Ecole du Breuil
- › Ensemble Paris Emploi Compétences (EPEC)
- › FADEAR
- › Fermes d'Avenir
- › GAB Ile-de-France
- › Projet HECTAR
- › Les Champs des Possibles
- › Matrice association
- › OCAPIAT
- › Veni Verdi
- › VIVEA
- › Association Espaces
- › SEMMARIS

## GT4

### Amélioration des conditions de travail et de la qualité de vie des agriculteurs

**Auteurs du livret des Greniers d'Abondance :** Saturnin MESNIL, Clémence MORISSEAU

**Chercheur associé au GT :** François PURSEIGLE, Directeur du département de Sciences économiques, sociales et de gestion à l'INP-ENSAT

Dates des séances

15/06

29/06

12/07

Ce groupe de travail avait pour objectif de déterminer la façon dont AgriParis pourrait soutenir des pratiques agricoles plus rémunératrices, qui prennent en compte le bien-être au travail, pour rendre les métiers de l'agriculture plus attractifs.

En s'appuyant sur le livret thématique réalisé par les Greniers d'Abondance, quatre enjeux ont été identifiés et présentés aux participants :

- Le modèle financier
- Les conditions de rémunération
- L'organisation du travail
- Les conditions de vie

Les participants ont rebondi sur ces différents enjeux et fait ressortir les besoins spécifiques suivants :

#### Les 7 besoins clés identifiés par les acteurs

1. Réfléchir aux nouveaux **modes de financement** possibles et à leur impact sur le projet, financements qui peuvent être variés et multiples pour un même projet
2. Permettre l'**ouverture raisonnée du capital des fermes** (aux consommateurs, aux collectivités, aux transformateurs...) pour financer autrement les outils de production, en étant vigilant sur la gouvernance
3. Permettre une **meilleure rémunération** de l'agriculteur et des salariés agricoles et porter une réflexion sur les **enjeux de vivabilité**
4. Tester le modèle de **Sécurité Sociale Alimentaire** pour assoir la rémunération des agriculteurs et contribuer aux différents plans Santé Sécurité au travail (notamment avec la MSA...)
5. Déployer un vrai projet d'**accompagnement en matière de salariat agricole**, en cohérence avec les besoins des structures et en permettant des interactions positives avec le territoire
6. Développer le travail en commun, la **mutualisation** des investissements (CUMA ...) et accompagner l'**entrepreneuriat collectif** qui permet de résoudre certains problèmes (astreintes, temps de travail)
7. Réfléchir à la mise en place d'un groupement d'employeurs et d'employés agricoles

Suite à la définition de ces besoins, deux séances ont permis d'affiner les rôles et missions que pourrait avoir AgriParis concernant l'amélioration des conditions de travail et de la qualité de vie des agriculteurs :

Pistes d'actions proposées pour AgriParis	
Qualité de vie	Nouveaux modèles
<ul style="list-style-type: none"> <li>• Inventer de nouveaux modes <b>d'habiter</b> et de <b>se déplacer</b> en milieu rural</li> <li>• Faciliter la <b>mobilité</b> vers et hors des métiers agricoles</li> <li>• Faciliter l'accès au salariat agricole</li> <li>• Promouvoir la <b>santé</b> et la <b>vivabilité</b> dans les exploitations</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Promouvoir la dotation nouveaux agriculteurs accessible aux + de 40 ans</li> <li>• Soutenir des dispositifs de <b>financement</b> et de <b>rémunération</b> sécurisants et innovants</li> <li>• Soutenir des projets agricoles <b>collectifs</b>, de <b>mutualisation</b></li> <li>• Développer le partage de bonnes pratiques fondées sur <b>l'économie de la fonctionnalité*</b> et la coopération (création d'un pôle ressource)</li> </ul>

Ces rôles et missions ont enfin fait l'objet d'échanges quant à leur faisabilité et modalités de mise en œuvre.

**Lien commercial de long terme et rémunérateur.** Il a été souligné une forte corrélation entre la **sécurisation de la rémunération des agriculteurs et les efforts de contractualisation** pour les débouchés agricoles. La question de la forme de la contractualisation est à étudier. Une autre source de sécurisation pour les agriculteurs est la **pluriactivité**, permettant une pluralité des sources de revenus.

**Accès à un réseau.** Des **difficultés en matière de recrutement** ont été relevées, malgré l'existence de plusieurs plateformes (L'Agriculture recrute, l'APECITA...) qu'il est nécessaire de valoriser. **Le positionnement des acteurs de l'emploi** a également été discuté. Une meilleure connaissance de l'emploi agricole favoriserait la transmission de l'information auprès des agriculteurs.

**Logements disponibles et besoins des agriculteurs.** Plusieurs améliorations pourraient être apportées sur le sujet, parmi lesquelles **l'amélioration des axes de transports** pour accéder aux zones agricoles, la **connaissance des logements disponibles** et la **mise en réseau d'acteurs ayant des besoins similaires**.

**Repenser le statut d'agriculteur.** Il a été relevé un **manque de visibilité et de reconnaissances des structures comme les SCIC et les SCOP\***, qui permettent d'envisager une séparation des outils de production et du foncier. Ces outils amènent à repenser les statuts et les pratiques agricoles. Un autre grand enjeu sur lequel AgriParis pourrait travailler est la revalorisation **des emplois agricoles** qui devraient gagner en attractivité.

**François PURSEIGLE**, le chercheur associé à ce groupe de travail, a quant à lui relevé les points suivants :

- De nombreuses pistes sont déjà à l'œuvre, il conviendra de **s'inscrire dans l'existant sans recréer des dispositifs.**
- **L'interopérabilité et les coopérations entre l'ensemble du système agricole** est un des grands enjeux du développement d'une agriculture plus durable et vivable pour les agriculteurs.
- La **valorisation des métiers de l'agriculture auprès des plus jeunes** pourrait être intéressante pour susciter des vocations pour les métiers agricoles.

### Structures ayant participé à ce groupe de travail (par ordre alphabétique)

- |                                |                       |                     |
|--------------------------------|-----------------------|---------------------|
| › Association CoFarming        | › FN CUMA             | › GAB Ile-de-France |
| › Atelier Parisien d'Urbanisme | › FRSEA Ile-de-France | › MSA Ile-de-France |

## GT5

### Production agricole locale et développement des circuits courts alimentaires

**Auteurs du livret des Greniers d'Abondance :** Ludovic MAMDY, Maud WAN

**Chercheuse associée au GT :** Yuna CHIFFOLEAU, Directrice de recherche en sociologie économique à l'INRAE et Co-animatrice du RMT Alimentation locale

Dates des séances

07/09

22/09

11/10

Ce groupe de travail avait pour objectif de définir la manière dont AgriParis pourrait soutenir le développement de filières alimentaires pérennes et territorialisées dans le Bassin parisien.

En s'appuyant sur le livret thématique réalisé par les Greniers d'Abondance, cinq enjeux ont été identifiés et présentés aux participants :

- La diversification des productions agricoles orientées vers les circuits courts alimentaires
- La conversion en agriculture biologique
- Les spécificités de la restauration collective (marchés publics, transformation)
- La sécurisation des débouchés et revenus des agriculteurs
- La mutualisation des moyens pour une approche collective de développement des circuits courts

Les participants ont rebondi sur ces différents enjeux et fait ressortir les besoins spécifiques suivants :

#### Les 8 besoins clés identifiés par les acteurs

1. Favoriser la **discussion entre la demande et l'offre** et la **contractualisation** (prix, durée, volume). Encourager la mutualisation, la transparence des contrats
2. Sécuriser les revenus par des **marchés publics ou des engagements pluriannuels**, permettant en plus de planifier les cultures
3. Faciliter l'**accessibilité des appels d'offre** à de petits groupements (allotissement, code des marchés) et trouver des solutions pour limiter la lourdeur administrative de la réponse aux marchés publics
4. Sensibiliser et former les porteurs de projets et les agriculteurs à la **diversification des productions agricoles** orientées vers les circuits courts
5. **Mutualiser les moyens** de production et de transformation sur les territoires en lien avec les collectivités locales
6. Encourager les **installations en collectif**
7. **Communiquer à destination du grand public** sur les bénéfices de l'agriculture durable.
8. Accompagner et sécuriser les parcours de **conversion en Agriculture Biologique**

Suite à la définition de ces besoins, deux séances ont permis d'affiner les rôles et missions que pourrait avoir AgriParis concernant la production agricole locale et le développement des filières et circuits courts alimentaires :

Pistes d'actions proposées pour AgriParis	
<p><b>Co-construction d'un réseau d'acteurs engagés de l'amont à l'aval autour de :</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• <b>La juste rémunération</b> tout au long de la chaîne de valeur</li> <li>• <b>La sécurisation des débouchés pour les produits de l'agriculture bio et durable</b></li> <li>• Le sourçage des produits dans <b>rayon &lt; 250 km autour de Paris</b></li> <li>• <b>L'accessibilité</b> au plus grand nombre</li> </ul>	<p><b>Diversification et mutualisation pour structurer l'amont</b></p> <p>Leviers qui pourraient permettre aux agriculteurs de <b>diversifier leurs productions</b> et <b>d'augmenter les quantités produites par filière</b> :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Accompagner le développement de <b>fermes maraichères de petite taille</b> et les <b>fermes en polyculture-élevage</b></li> <li>• Accompagner les fermes existantes vers la <b>diversification et les formes de mutualisation</b></li> <li>• Développer les <b>coopérations autour d'outils de transformation</b> partagés et mis à disposition des producteurs</li> </ul>

Ces rôles et missions ont enfin fait l'objet d'échanges quant à leur faisabilité et modalités de mise en œuvre.

**Structuration des filières.** AgriParis pourrait lancer un **appel à projets** destiné à **accompagner des initiatives de structuration de filières équitables, solidaires et écologiquement responsables**, en finançant l'expertise juridique, technique ou encore le temps d'animation. Cet appel à projets pourrait comprendre un volet de **diagnostic des stratégies des producteurs** (freins et leviers), **et l'accompagnement de la contractualisation** entre acteurs de la filière.

**Diversification des filières.** AgriParis pourrait contribuer à la diversification des filières agricoles en **soutenant des structures** (existantes ou à créer) qui ont **une action sur le travail des agriculteurs et l'emploi** (groupement d'employeurs, services de remplacement), **sur l'accompagnement à la structuration** de projets agricoles, mais aussi **sur le foncier** (préservation des réserves foncières agricoles notamment). Enfin, AgriParis pourrait jouer un rôle direct de soutien aux porteurs de projets **par la mise en place de fonds de garanties des prêts**.

**Yuna CHIFFOLEAU**, la chercheuse associée à ce groupe de travail, a quant à elle relevé les points suivants :

- Les filières de proximité doivent porter des **valeurs** économiques, sociales et environnementales, sur le modèle des *value-based chains*\*.

- Elles doivent aussi **promouvoir la qualité et les engagements de durabilité**, en maintenant le **lien avec les consommateurs**, citoyens et habitants du territoire concerné.
- **La collectivité doit demander des engagements** de la part des uns et des autres, **tout en s’interrogeant sur ses propres engagements** pour rendre visibles les filières d’approvisionnement dans le paysage alimentaire local.

### Structures ayant participé à ce groupe de travail (par ordre alphabétique)

- |                                       |                                      |                             |
|---------------------------------------|--------------------------------------|-----------------------------|
| › Chambre d'Agriculture Ile-de-France | › France AgriMer                     | › Les Champs des Possibles  |
| › CNOUS                               | › GAB Ile-de-France                  | › Métropole du Grand Paris  |
| › Commerce équitable France           | › INRAE                              | › Open Food France          |
| › Coop Bio d'Île-de-France            | › Institut Paris région              | › Réseau AMAP Ile-de-France |
| › Eau de Paris                        | › Interfel Ile-de-France             | › SEMMARIS                  |
| › Fédération des Bouchers de Paris    | › La Coopérative Bio d'Île-de-France | › Terres du Pays d'Othe     |
| › Fondation Armée du Salut            | › La Ruche qui dit Oui !             |                             |

## GT6

### Développement des circuits courts non alimentaires

**Auteurs du livret des Greniers d'Abondance :** Ulysse BLAU, Benjamin CUILIER

**Chercheuse associée au GT :** Sabine CARE, Directrice de recherche à l'Université Gustave Eiffel, Laboratoire NAVIER

Dates des séances

05 /10

18/10

02/11

Ce groupe de travail avait pour objectif de déterminer la façon dont AgriParis pourrait accompagner les filières non alimentaires, plus spécifiquement les filières de matériaux biosourcés (bois, chanvre...) et la filière fleurs coupées. Il visait également à réfléchir collectivement aux actions possibles à mener afin de reconquérir les friches et dépolluer les sols via ces filières.

En s'appuyant sur le livret thématique réalisé par les Greniers d'Abondance, six enjeux ont été identifiés et présentés aux participants :

- Les opportunités de diversification agricole et de création d'emplois
- Le développement de l'offre et de la demande
- La question des infrastructures logistiques et du stockage
- La structuration des filières
- La R&D et l'appui technique
- La reconquête des friches et la dépollution des sols

Les participants ont rebondi sur ces différents enjeux et fait ressortir les besoins spécifiques suivants :

#### Les 8 besoins clés identifiés par les acteurs

1. Identifier les acteurs du monde agricole et développer leurs coopérations
2. Recenser les **terrains/friches disponibles**
3. Rendre disponible le **foncier** pour toutes les filières
4. Structurer l'**émergence de nouveaux métiers** et la formation qui y mène
5. **Structurer les filières de transformation** : paille, chanvre, lin, bois
6. Faire de la **recherche et des expérimentations sur les terres agricoles polluées** pour étudier l'agriculture régénératrice, valoriser ces terres par les filières non alimentaires : fleurs, miscanthus ...
7. **Accompagner la R&D** en lien avec d'autres organismes pour les filières bois, fleurs
8. Travailler sur les cahiers des charges, les exigences des marchés publics pour **favoriser l'achat de bois par les collectivités** et ainsi développer les débouchés de la filière bois

Suite à la définition de ces besoins, deux séances ont permis d'affiner les rôles et missions que pourrait avoir AgriParis concernant le développement des filières non alimentaires :

Pistes d'actions proposées pour AgriParis		
<p><b>Terres agricoles et friches industrielles</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• <b>Recenser les types de cultures adaptées</b> à la valorisation de terres polluées</li> <li>• <b>Soutenir les projets de phytoremédiation</b></li> <li>• <b>Accompagner la mise en relation</b> entre porteurs de projets et propriétaires fonciers</li> </ul>	<p><b>Fleurs coupées</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• <b>Accompagner la reconnaissance</b> de la filière fleurs coupées francilienne par l'Interprofession française de l'Horticulture, de la Fleuristerie et du Paysage et l'Institut Technique de l'Horticulture</li> <li>• <b>Développer l'exemplarité de la Ville de Paris</b> dans sa commande publique en matière de fleurs coupées</li> </ul>	<p><b>Matériaux biosourcés</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• <b>Renforcer la commande publique parisienne</b> via l'utilisation des pactes existants, de labels et travailler sur les clauses des marchés</li> <li>• Soutenir le <b>développement d'une filière bois francilienne</b> (chêne ou châtaigner)</li> <li>• Accompagner le développement de la <b>transformation locale</b> : implantation d'une scierie, usines de 2<sup>nde</sup> transformation</li> <li>• <b>Accompagner les tests</b> et certifications nécessaires à la généralisation de l'usage des matériaux biosourcés</li> </ul>

Ces rôles et missions ont enfin fait l'objet d'échanges quant à leur faisabilité et modalités de mise en œuvre.

**Terres agricoles polluées/friches.** AgriParis pourrait **travailler avec la SAFER sur le projet VigiFriche afin de valoriser les terrains identifiés** par des installations de filières non-alimentaires (fleurs coupées, biomatériaux par exemple).

**Fleurs coupées.** La **question de la communication** est essentielle au sein de la filière mais aussi auprès du grand public. AgriParis pourrait ainsi jouer le **rôle d'intermédiaire** en favorisant **l'échange d'information** et en **donnant de la visibilité à la filière**.

**Matériaux biosourcés.** **Renforcer la commande publique en bois feuillu** pourrait être un levier intéressant pour développer l'usage du bois. Celle-ci devrait néanmoins s'accompagner d'un **renfort de communication sur les usages et atouts du bois mais également des autres matériaux biosourcés**, sur un appui au développement d'unités de transformation ainsi que sur un soutien au développement des tests techniques.

**Sabine CARÉ**, la chercheuse associée à ce groupe de travail, a quant à elle relevé les points suivants :

- Pour les terres agricoles polluées, les freins principaux seraient la **mise à jour du foncier et l'accès rapide des informations**.
- La nécessité **d'informer sur la filière des matériaux biosourcés**.
- **Une prise de contact avec les acteurs locaux** pour développer la filière bois.
- **Un besoin de sensibilisation** sur la filière fleurs coupées, associé à une demande de soutien de la Ville de Paris **sur la visibilité des fleurs locales de saison**.

### Structures ayant participé à ce groupe de travail (par ordre alphabétique)

- |   |                        |                           |
|---|------------------------|---------------------------|
| › Chambre d'Agriculture d'Ile-de-France | › CSTB                 | › InterChanvre            |
| › Collectif de la Fleur Française       | › Fibois Ile-de-France | › La Coopération Agricole |
|   | › Fleurs d'Halage      |                           |

## GT7

### Développement local des filières et outils de transformation alimentaire

**Auteurs du livret des Greniers d'Abondance :** Benjamin CUILIER, Lucile GIQUEL

**Chercheuse associée au GT :** Nathalie CORADE, Maître de conférences en économie, Responsable de la spécialisation "Agricultures, Proximité et Territoires d'Ici et d'Ailleurs », Bordeaux Sciences Agro

Dates des séances

09/09

24/09

26/10

Ce groupe de travail avait pour objectif de déterminer la façon dont AgriParis pourrait agir sur les outils de transformation pour accompagner le développement de filières alimentaires territoriales durables.

En s'appuyant sur le livret thématique réalisé par les Greniers d'Abondance, six enjeux ont été identifiés et présentés aux participants :

- La capacité de production des outils de transformation existants
- L'adaptation du tissu industriel local (restauration collective, ateliers collectifs, mise en réseau)
- Le stockage et conditionnement (capacités actuelles, besoins)
- Les spécificités des filières alimentaires concernées
- La recherche et développement, innovation, conseil
- La mobilisation des ressources financières et des partenariats (investissements matériels, animation, expertise, formation)

Les participants ont rebondi sur ces différents enjeux et fait ressortir les besoins spécifiques suivants :

#### Les 8 besoins clés identifiés par les acteurs

1. **Recenser les outils**, en particulier identifier les outils sous-utilisés, recenser les offres de services et communiquer auprès des clients et des producteurs
2. **Partager la connaissance** du réseau d'acteurs de la transformation et de la logistique, identifier les intervenants amont et aval pour faciliter leur mise en relation
3. Évaluer et mettre en lien les **besoins de la restauration collective** et les capacités de production par filière
4. Structurer un **réseau de sites de stockage et de conditionnement** à proximité des sites de transformation et/ou de distribution et de consommation
5. Accompagnement technique et financier pour la création d'outils de transformation
6. Travailler collectivement sur des **emballages plus durables, sur la consigne**

- 7. Développer la **contractualisation** auprès des agriculteurs avec des prix garantis et une durée d'engagement allongée
- 8. **Rendre accessibles** les produits transformés à tous les consommateurs, notamment les plus précaires

Suite à la définition de ces besoins, deux séances ont permis d'affiner les rôles et missions que pourrait avoir AgriParis concernant le développement local des filières et outils de transformation alimentaire :

Pistes d'actions proposées pour AgriParis		
<p><b>Outils de transformation disponibles</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Caractériser les <b>capacités de production des outils de transformation disponibles</b> sur le territoire et identifier leur capacité de production et les besoins non-satisfaits</li> <li>• Co-construire le <b>cahier des charges</b> pour dresser cet inventaire</li> <li>• Caractériser finement la <b>demande des différentes collectivités</b> en produits transformés (qualité et quantités)</li> </ul>	<p><b>Appui technique, expertise, R&amp;D</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Mettre en <b>réseau des compétences et structures techniques et scientifiques</b> mobilisables, par filières et par thèmes</li> <li>• Préciser les <b>sujets d'expertise et de recherche prioritaires (abattoirs mobiles, transformation à la ferme)</b></li> <li>• Structurer et animer la <b>mise en relation entre besoins, offre de services techniques et scientifiques</b></li> </ul>	<p><b>Filières à forts enjeux</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• <b>Filière œufs</b> : optimiser la casserie existante (traçabilité francilienne) et soutenir la mise en place d'un nouvel outil casserie pour la filière (définition des besoins)</li> <li>• <b>Protéines végétales, légumineuses</b> : développer des outils collectifs de pré-cuisson et/ou de surgélation pour les marchés de la restauration collective</li> <li>• <b>Fruits et légumes</b> : utiliser les légumeries de manière optimale, garantir des débouchés</li> <li>• <b>Poulet, produits laitiers, céréales</b> : développer / relocaliser les filières et assurer des débouchés pour la restauration collective</li> </ul>

Ces rôles et missions ont enfin fait l'objet d'échanges quant à leur faisabilité et modalités de mise en œuvre.

**Outils de transformation disponibles.** Il y aurait besoin de **caractériser l'offre et la demande** (notamment celle de la Ville, par types de produits) **dans le temps long**, de manière transparente et accessible, afin **de dimensionner correctement les outils de**

**transformation disponibles et d'identifier les manques.** Ces données devraient être régulièrement actualisées dans le temps.

**Appui technique, expertise, R&D.** AgriParis pourrait jouer un rôle de mise en lien entre les structures offrant conseil, expertise et/ou R&D et les besoins des transformateurs locaux, permettant de lier la recherche, l'expérimentation et l'application des innovations. De même, AgriParis pourrait réaliser une **synthèse actualisée des différents dispositifs de financement** de l'investissement productif.

**Filières à forts enjeux.** Concernant la filière œufs, la **création d'une nouvelle casserie est une piste évoquée** ; selon le besoin et quand les volumes sont faibles, la réglementation permet également l'intégration de casseries directement dans l'outil de restauration collective. Quant à la filière des légumineuses, il s'agirait de travailler la **dimension organoleptique** de ces produits, en particulier pour faciliter l'adhésion des **convives**. Pour gagner en efficacité, les **travaux d'expertise** et les résultats de R&D existants pourraient être **mutualisés**.

**Nathalie CORADE**, la chercheuse associée à ce groupe de travail, a quant à elle relevé les points suivants :

- **Trois possibilités d'intervention sur les outils de transformation** : optimiser les outils existants, en créer de nouveaux et/ou intégrer les outils dans la restauration collective.
- La mise en place d'un **fonds de garantie** pourrait permettre aux producteurs et transformateurs de faire **monter en compétence** leurs agents.
- La **demande doit aussi s'adapter à l'offre**, il s'agirait d'étudier en parallèle l'offre et la demande pour les rapprocher.
- **La temporalité est un point d'attention majeur** : la demande dans 10 ans ne devrait pas être la même qu'aujourd'hui.

### Structures ayant participé à ce groupe de travail (par ordre alphabétique)

› ACTI du champ à la table / moulin de Rambouillet	› Groupe SOS Transition écologique (ANDES + La Manufacture)	› Les Champs des Possibles
› ANIA	› Ile de France Terre de saveurs	› Métropole du Grand Paris Moulins Bourgeois
› Atelier Parisien d'Urbanisme	› Institut Paris Région	› SAS FRAULIS
› Chambre d'Agriculture d'Ile-de-France	› La Coopérative Bio d'Ile-de-France	› SEMMARIS
› Fondation Armée du Salut	› La Ferme de Paris	› Superproducteur
› GAB Ile-de-France	› La Ferme de Viltain	› Terres du Pays d'Othe
		› WELFARM

## GT8

### Optimisation de la logistique des circuits alimentaires courts et de proximité

**Auteurs du livret des Greniers d'Abondance :** Benjamin CUILIER, Céline MONTHEARD

**Chercheuse associée au GT :** Gwenaëlle RATON, Chargée de recherche au Laboratoire SPLOTT de l'Université Gustave Eiffel

Dates des séances

31/08

14/09

28/10

Ce groupe de travail avait pour objectif de définir la manière dont AgriParis pourra répondre aux problématiques logistiques rencontrées par les filières alimentaires territoriales durables aujourd'hui.

En s'appuyant sur le livret thématique réalisé par les Greniers d'Abondance, six enjeux ont été identifiés et présentés aux participants :

- L'intégration des spécificités des filières courtes et de proximité dans la logistique alimentaire
- Les espaces de logistique
- La logistique du premier et du dernier km pour les filières courtes de proximité
- L'optimisation des opérations logistiques
- La décarbonation de la logistique alimentaire
- La viabilité économique et l'accessibilité au consommateur

Les participants ont rebondi sur ces différents enjeux et fait ressortir les besoins spécifiques suivants :

#### Les 7 besoins clés identifiés par les acteurs

1. **Mutualisation** : elle peut concerner l'offre, le stockage et le transport et permettre la coordination. Organiser le **regroupement des flux amont**, pour optimiser le transport, les coûts, et les délais d'acheminement
2. Participer au développement de **modes de transports alternatifs** : ferroviaire, fluvial, transports doux, mettre en place un réseau d'avitaillement GNV (gaz naturel pour véhicules) en charge rapide sur tout le territoire
3. Accompagner la **transition énergétique des transporteurs**
4. Structurer un **réseau de sites de stockage et de conditionnement** à proximité des sites de transformation et/ou de distribution et de consommation et **garantir un accès privilégié** à ces espaces logistiques de proximité pour la logistique de circuits courts "vertueux"
5. Optimiser les circuits de **ramasse** chez les producteurs dès le 1<sup>er</sup> km
6. Développer des services pour une **logistique du dernier km** : stockage tampon, consolidation, points de collecte

7. **Harmoniser la réglementation** entre les différentes communes d'une même agglomération pour faciliter l'organisation des livraisons, étendre les plages horaires de livraison pour les véhicules labellisés éco-responsables

Suite à la définition de ces besoins, deux séances ont permis d'affiner les rôles et missions que pourrait avoir AgriParis concernant l'optimisation de la logistique des circuits alimentaires courts et de proximité :

### Pistes d'actions proposées pour AgriParis

#### Accès aux espaces logistiques

- **Du 1er km et de la collecte (milieu rural et périurbain) :** stockage mutualisé sur les fermes, massification dans des entrepôts et transport dé-carbonné
- **Du dernier km (milieu urbain dense) :** Étude des modélisations des Espaces Logistiques Urbains (ELU) existants, dé-massification en périphérie et mobilités douces
- **Développer le maillage d'hôtels logistiques dans la métropole et de hubs dans Paris**

#### Mise en place d'un tiers neutre pour jouer le rôle de :

- **Coordination des moyens logistiques et des acteurs :** valoriser les petits acteurs, faire le lien avec d'autres acteurs extérieurs à la logistique
- **Inventaire et typologie des besoins et des flux :** recréer une bourse de fret avec un régulateur public et des systèmes d'informations communs, structurer et mobiliser un acteur public neutre pour faciliter la gouvernance et coordonner les projets
- **Mutualisation et sécurisation des données :** transmission fluide de l'information, mise en relation des acteurs, visibilité des flux déjà existants
- **Construction d'un standard commun aux circuits courts alimentaires**

Ces rôles et missions ont enfin fait l'objet d'échanges quant à leur faisabilité et modalités de mise en œuvre.

**Accès aux espaces logistiques.** AgriParis pourrait repérer **les espaces logistiques disponibles** en prenant contact avec les opérateurs logistiques. De nombreux exemples d'organismes, dont il pourrait être intéressant de s'inspirer, ont mis en place des projets pour favoriser l'accès aux espaces logistiques, comme **Kelbongoo**, **La Ruche Qui Dit Oui !**, mais aussi la **Poste** et **CORTO Ile-de-France**.

**Mise en place d'un tiers neutre.** L'importance d'établir un rôle de "tiers neutre" pour **AgriParis a été relevée**. Un opérateur de confiance, sans intérêt commercial direct, et qui intégrerait aussi les petits acteurs. La mise en place d'un standard numérique pourrait faciliter les échanges de données. Data Food Consortium est revenu comme un modèle inspirant pour **faciliter le partage d'informations entre acteurs logistiques et permettre l'interopérabilité des flux**.

**Gwenaëlle RATON**, la chercheuse associée à ce groupe de travail, a quant à elle relevé les points suivants :

- Le **besoin d'un état des lieux** et le **besoin d'une cartographie de l'existant** sont ressortis fortement.
- La structuration d'un groupe logistique permettrait d'établir une **réflexion commune sur un objectif partagé à identifier collectivement**.
- La question du **tiers neutre est centrale**, son niveau d'implication serait amené à varier en fonction des besoins.
- La logistique serait une **opportunité de mettre en lien la ville et la campagne**.

### Structures ayant participé à ce groupe de travail (par ordre alphabétique)

› ADEME Ile-de-France	› Emmaüs Défi	› OBD Grand Paris
› AMAP Ile-de-France	› FNTR	› Open Food France
› APUR	› Gatmarif	› Paris 2024
› Atelier Parisien d'Urbanisme	› HAROPA	› Pomona Passion Froid Ile de France
› Au Bout Du Champ	› Institut Paris Région	› Semmaris
› Banque alimentaire	› La Coopérative Bio d'Île-de-France	› SIRESCO
› BAPIF	› La Poste	› SNTL
› Carrefour Market	› Le Chemin des Mûres	› Sogaris
› Chambre d'Agriculture de Région Ile de France	› Leclerc Scapnor	› STUART
› Champs des Possibles	› METRO	› Terrezur Ile De France - Groupe Pomona
› Coopérative Bio Ile-de-France	› Métropole du Grand Paris	› Terres du Pays d'Othe
› Data Food Consortium	› Moulins bourgeois	› Voies navigables de France
› Direction Gares & Connexions		

## GT9

### Valorisation locale des déchets alimentaires via la méthanisation et le compostage agricole : du champ au champ

**Auteur du livret des Greniers d'Abondance** : Félix LALLEMAND

**Chercheuse associée au GT** : Anne TREMIER, Directrice de recherche et Directrice de l'Unité OPAALE (Optimisation des procédés en agro-alimentaire, agriculture et environnement) à l'INRAE

Dates des séances

27/05

10/06

24/06

Ce groupe de travail avait pour objectif d'étudier les conditions d'un meilleur retour au sol des biodéchets et l'apport d'AgriParis pour y parvenir.

En s'appuyant sur le livret thématique réalisé par les Greniers d'Abondance, six enjeux ont été identifiés et présentés aux participants :

- Le gisement
- La collecte
- Le retour au sol
- La méthanisation
- Le compostage
- Les flux

Les participants ont rebondi sur ces différents enjeux et fait ressortir les besoins spécifiques suivants :

#### Les 7 besoins clés identifiés par les acteurs

1. Mieux **connaître les besoins** des agriculteurs en vue du retour au sol et mieux évaluer et **qualifier les gisements** disponibles
2. **Mobiliser les acteurs**, tisser du lien et favoriser le dialogue entre villes et campagnes (entre collecte et monde agricole) pour garantir la circularité des biodéchets
3. Assurer la **qualité de la matière organique** collectée, des composts et digestats
4. **Optimiser** les modalités de collecte
5. **Structurer la filière méthanisation** et développer des outils de pré-traitement (déconditionnement et hygiénisation). Faire connaître les enjeux relatifs à la méthanisation à l'ensemble des acteurs (dont le grand public)
6. **Valoriser les composts de proximité**, massifier le compostage en s'appuyant sur un panel de solutions. Favoriser l'acceptabilité du compostage
7. **Définir un maillage territorial**, articuler les échelles et favoriser la complémentarité des filières, pour assurer la **performance des flux** logistiques et des infrastructures tout en minimisant leur impact environnemental, notamment pour la collecte

Suite à la définition de ces besoins, deux séances ont permis d'affiner les rôles et missions que pourrait avoir AgriParis concernant la valorisation locale des déchets alimentaires via la méthanisation et le compostage agricole « du champ au champ » :

### Pistes d'actions proposées pour AgriParis

Outils et moyens de valorisation des déchets alimentaires	Développement de la valorisation des déchets alimentaires
<ul style="list-style-type: none"> <li>• <b>Cartographie</b> des producteurs et des gisements de déchets alimentaires (<b>qualité, volumes, typologie, flux</b>)</li> <li>• <b>Cartographie</b> des agriculteurs méthaniseurs prêts à les valoriser (<b>volumes, qualité, flux</b>)</li> <li>• <b>Sensibilisation pour garantir la qualité du tri, communication, mise en réseau et plaidoyer</b></li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• <b>Recherche, expérimentations</b> permettant un meilleur retour à la terre des déchets alimentaires</li> <li>• <b>Soutien à des dispositifs innovants de valorisation</b></li> <li>• Analyse de la complémentarité des débouchés : compostage / méthanisation industrielle / méthanisation agricole</li> </ul>

Ces rôles et missions ont enfin fait l'objet d'échanges quant à leur faisabilité et modalités de mise en œuvre.

**Gisements de déchets alimentaires.** La **cartographie des producteurs et des gisements** devrait être pensée de façon dynamique, avec un suivi dans le temps pour l'adapter à l'évolution du territoire et des comportements. De nombreuses structures possèdent des données et des retours d'expérience, AgriParis pourrait jouer un **rôle d'agrégateur et favoriser l'interconnaissance et les échanges entre acteurs de la filière.**

**Sensibilisation, mise en réseau, plaidoyer.** Il est nécessaire de **déployer et de renforcer des dispositifs de sensibilisation et de communication à destination des producteurs de biodéchets** pour accompagner la généralisation de leur collecte. AgriParis pourrait **favoriser le partage d'expériences entre Paris et d'autres villes.** L'opérateur pourrait également exercer une action de **plaidoyer auprès de l'Etat**, pour favoriser l'application de solutions issues de travaux de recherche et renforcer la sensibilisation des citoyens au tri des biodéchets.

**Recherche et expérimentations.** En plus d'impulser des travaux de recherche, AgriParis pourrait agir en faveur du **recensement des expérimentations menées, leur capitalisation et leur diffusion.** L'opérateur pourrait notamment s'appuyer sur **Paris&Co** et **l'Urban Lab** pour favoriser l'émergence d'innovations.

**Complémentarité des débouchés.** La **principale problématique de valorisation des biodéchets réside dans la logistique.** AgriParis pourrait servir de **lien et mettre en relation les besoins et les offres des différents acteurs.** AgriParis pourrait jouer un **rôle d'animateur de réseau, de mise en relation** sur certaines zones de gisement, et pourrait ainsi influencer / orienter les flux.

**Anne TREMIER**, la chercheuse associée à ce groupe de travail a quant à elle relevé les points suivants :

- AgriParis serait doté d'une certaine **dimension politique**, avec des prises de décisions et l'affirmation de lignes directrices au sujet des filières ou typologies de traitement des biodéchets à privilégier.
- La **sensibilisation et la communication** resteraient des actions très importantes pour améliorer le geste de tri et ainsi avoir des biodéchets de meilleure qualité.

### Structures ayant participé à ce groupe de travail (par ordre alphabétique)

- |   |  |                          |
|---|--|--------------------------|
| › ADEME Île-de-France                                 | › GNI Paris                            | › SEMMARIS               |
| › APUR  | › GRDF                                 | › SOLAGRO                |
| › Association des agriculteurs méthaniseurs de France | › Les Alchimistes                      | › SYCTOM                 |
|   | › Moulinot                             | › UPCYCLE                |
|   | › ORDIF                                | › Ville d'Ivry-sur-Seine |
| › Bionerval   | › Réseau Compost Citoyen Île-de-France |                          |
| › Chambre d'Agriculture Ile-de-France                 |  |                          |
| › Compomar  |  |                          |

# GT10

## Approvisionnement de la restauration collective parisienne

**Auteurs du livret des Greniers d'Abondance :** Noé GUIRAUD, Maud WAN

**Chercheur associé au GT :** Michel DURU, directeur de recherche en agronomie et santé globale, chargé de mission à l'INRAE

Dates des séances

01/10

22/10

08/11

Ce groupe de travail avait pour objectif de définir la façon dont AgriParis pourrait accompagner la transition de la restauration collective parisienne vers un renforcement de l'approvisionnement en produits plus locaux et durables.

En s'appuyant sur le livret thématique réalisé par les Greniers d'Abondance, six enjeux ont été identifiés en amont du groupe de travail et présentés aux participants :

- L'accompagnement au développement des filières locales
- L'adéquation de l'offre et de la demande
- Les modes de production durables
- La formation et valorisation des agents de la restauration collective
- La nécessité de mieux agir avec la commande publique
- La maîtrise des coûts pour une restauration collective durable

Les participants ont rebondi sur ces différents enjeux et fait ressortir les besoins spécifiques suivants :

### Les 10 besoins clés identifiés par les acteurs

1. **Consolider des volumes annuels** pour donner de la visibilité aux producteurs et s'engager sur ces volumes (gestionnaires et producteurs)
2. **Favoriser la contractualisation** au sein des filières et formaliser des partenariats par une contractualisation sur le long terme grâce à l'allotissement et la mutualisation des marchés publics
3. **S'appuyer sur les structures de producteurs** pour construire les filières et organiser la **rencontre** entre les acteurs de l'agriculture et ceux de la restauration collective
4. **Accentuer le sourcing local**, en coopération avec la demande des autres collectivités dans le bassin de production. Privilégier une agriculture bio, locale, équitable et distribuée en circuits-courts afin de limiter l'impact environnemental
5. **Optimiser les transports** et avoir une logistique mutualisée
6. **Faire évoluer les menus et les pratiques de cuisine** : réduire la consommation de viande en privilégiant celle de qualité, augmenter la part de protéine végétale, cuisiner de saison et, lorsque c'est possible, sur place des denrées brutes
7. Mettre en place un **plan de diversification des protéines**, notamment

dans la restauration collective

8. Renforcer la **formation et l'outillage des agents** de la restauration collective, pour mieux appréhender les produits de saison, les produits bio ainsi que les protéines végétales et les produits bruts
9. **Réduire le gaspillage alimentaire**
10. Faciliter la mutualisation des achats entre les gestionnaires

Suite à la définition de ces besoins, deux séances ont permis d'affiner les rôles et missions que pourrait avoir AgriParis concernant l'approvisionnement de la restauration collective parisienne :

Pistes d'actions proposées pour AgriParis		
<p><b>Rencontres entre acteurs</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Organiser des visites dans les fermes pour sensibiliser les convives et les acheteurs publics</li> <li>• Utiliser des <b>outils existants</b> tels que « Mon Restau responsable », « Ecocert en cuisine »</li> <li>• <b>Accompagner les fournisseurs</b> (agriculteurs et transformateurs) pour leur permettre de mieux appréhender la commande publique</li> </ul>	<p><b>Structuration des filières</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Inciter à la <b>contractualisation avec les agriculteurs</b></li> <li>• Soutenir le développement des groupements de producteurs</li> <li>• <b>Encourager la coopération entre ces plateformes pour sécuriser les volumes produits et la largeur de gamme</b></li> </ul>	<p><b>Logistique pour coordonner les livraisons</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Adapter les livraisons aux contraintes de la restauration collective</li> <li>• Encourager la mutualisation des livraisons entre les différents fournisseurs</li> <li>• Développer la mutualisation du stockage entre les différents gestionnaires</li> <li>• <b>Développer le maillage d'hôtels logistique</b></li> </ul>

Ces rôles et missions ont enfin fait l'objet d'échanges quant à leur faisabilité et à leurs modalités de mise en œuvre.

**Rencontres entre acteurs.** AgriParis pourrait **assurer l'interface entre des acteurs de milieux professionnels différents et coordonner ainsi des rencontres**, des visites terrain (sur les fermes, dans des cuisines ou dans les établissements) mais aussi des échanges de bonnes pratiques. L'opérateur pourrait se faire le **relai de démarches inspirantes**, et contribuer à leur généralisation.

**Structuration des filières.** AgriParis pourrait aussi **proposer un cadre attractif incitant à la contractualisation au sein des filières**, par exemple à travers des **contrats tripartites** incluant le producteur, le distributeur et l'acheteur public. Rendre visible les besoins de la restauration collective (volumes, gammes, ...) serait essentiel pour permettre aux producteurs de structurer leur offre sur le long terme. À ce titre, la **faisabilité du développement d'un système d'information global** pourrait être étudiée.

**Logistique pour coordonner les livraisons.** AgriParis pourrait étudier le **maillage des équipements logistiques existants** et à créer, dans Paris ou dans sa proximité immédiate. Cette étude permettrait de **favoriser le groupage de camions de livraisons entre plusieurs opérateurs**, à travers des partenariats entre distributeurs par exemple, tout en étant vigilant sur la **réglementation relative au transport pour le compte d'autrui**.

**Michel DURU**, le chercheur associé à ce groupe de travail, a quant à lui relevé les points suivants :

- **La volonté politique forte** qui s'illustre dans l'opérateur AgriParis et la **mobilisation des acteurs** mettraient en lumière la vision très ambitieuse de structurer les filières agricoles durables du champ au champ.
- Il s'agirait d'**identifier les structures intermédiaires** pour regrouper, massifier et ainsi sécuriser l'approvisionnement.
- Les **filières** ont chacune des **spécificités à prendre en compte**.
- Il est possible d'**ajuster les temporalités de la production et de la restauration**, en les planifiant.
- **Instaurer de la transparence et de la confiance entre les différents acteurs** serait un préalable à la mise en place des actions identifiées.

### Structures ayant participé à ce groupe de travail (par ordre alphabétique)

› Andros	› Groupe Pomona	› SIPLARC
› CCI Paris Ile-de-France	› Inter Chanvre	› SOCOPA
› Chambre d'agriculture de Région IDF	› La Coopérative Bio Ile-de-France	› SODEXO SFRS
› Domalait Production	› La Normandie à Paris	› SOUN by Fastroad
› DRIAAF	› Métropole du Grand Paris	› SYSCO
› Ecocert	› Organic Alliance	› Terre Azur
› Enquête de Sens	› OVOTEAM	› Terres du Pays d'Othe
› Espelia	› Petit Forestier	› Transgourmet
› Fondation Nicolas Hulot	› Pro à Pro	› Triballat
› GAB IDF	› SCOP UNISVERT	› Welfarm

# GT11

## Approvisionnement de la restauration commerciale, des marchés et des commerces alimentaires

**Auteurs du livret des Greniers d'Abondance :** Noé GUIRAUD, Céline MONTHEARD

**Chercheur associé au GT :** Grégori AKERMANN, chargé de recherche en sociologie économique et des réseaux à l'INRAE

Dates des séances

07/10

21/10

04/11

Ce groupe de travail avait pour objectif de déterminer la façon dont AgriParis pourrait contribuer à augmenter la part des produits franciliens sur les marchés, soutenir la vente de produits locaux et faciliter l'approvisionnement local des acteurs de la restauration et de la distribution.

En s'appuyant sur le livret thématique réalisé par les Greniers d'Abondance, six enjeux ont été identifiés et présentés aux participants :

- L'accès à l'offre locale pour les commerces de bouche et les restaurants
- La part de producteurs locaux sur les marchés alimentaires parisiens
- La logistique et l'approvisionnement en circuits courts
- Le maillage territorial des points de vente de produits alimentaires locaux et durables
- L'accès à l'offre d'alimentation durable pour tous.te.s
- L'information des consommateurs sur l'offre alimentaire disponible

Les participants ont rebondi sur ces différents enjeux et fait ressortir les besoins spécifiques suivants :

### Les 9 besoins clés identifiés par les acteurs

1. **Identifier l'offre locale disponible** (sourcing, annuaires) pour en informer les grossistes, restaurants et commerces alimentaires
2. Permettre le **repérage par les consommateurs des produits durables sur les marchés alimentaires** parisiens. Faciliter l'accès à la capitale des producteurs locaux (logistique, mutualisation des moyens, partenariats)
3. Améliorer la **transparence sur les valeurs et le niveau de qualité** des produits proposés dans les différents circuits
4. Prendre en compte l'**impact environnemental du transport** pour soutenir les mobilités douces
5. **Soutenir l'implantation de points de vente** par le recensement des locaux vacants, les projets d'aménagements urbains, la mobilisation des dispositifs existants et des financements spécifiques
6. Soutenir l'émergence de **supermarchés coopératifs, participatifs et solidaires** en associant tous les acteurs, des consommateurs aux producteurs
7. Implanter des **points de vente « apprenants »** (lieux de formation et

d'insertion) dans les zones à commercialité faible

8. Développer les actions de **sensibilisation** et de pédagogie à **destination des restaurateurs** pour les inciter à s'approvisionner local et durable
9. Concevoir et développer des actions de **sensibilisation** et de visibilité **auprès du grand public**

Suite à la définition de ces besoins, deux séances ont permis d'affiner les rôles et missions que pourrait avoir AgriParis concernant l'approvisionnement de la restauration commerciale, des marchés et des commerces alimentaires

### Pistes d'actions proposées pour AgriParis

Mise en place d'un acteur fédérateur des circuits courts	Identification / Valorisation des produits locaux durables	Accompagnement des structures de la solidarité alimentaire :
<ul style="list-style-type: none"> <li>• <b>Cartographier la demande en produits durables dans la restauration commerciale</b> (acheteurs, quantités et contraintes logistiques, prix ...)</li> <li>• <b>Réaliser un sourcing des producteurs</b> pouvant y répondre</li> <li>• <b>Mettre en commun et partager des données</b> entre opérateurs de la distribution</li> <li>• <b>Organiser des visites dans les fermes partenaires</b> pour les restaurateurs et les revendeurs</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• <b>Mieux identifier les produits locaux et durables</b> sur les marchés parisiens (producteurs et revendeurs), dans les commerces de proximité et les restaurants pour mieux les valoriser</li> <li>• <b>Co construire une charte</b> (valeurs = local + durable) et <b>un système d'identification des produits</b> respectant les valeurs de la charte</li> <li>• <b>Concevoir une expérimentation territorialisée</b> sur un ou plusieurs marchés parisiens (cf. démarche Ici.C.Local)</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• <b>Accompagnement au financement</b> : subventions, avances de trésorerie, prêt à taux zéro, sécurité sociale alimentaire</li> <li>• <b>Recherche de locaux</b></li> <li>• <b>Développement de restaurants et supermarchés coopératifs</b> dédiés aux publics en insécurité alimentaire</li> <li>• <b>Garantir l'accès à une alimentation durable pour toutes et tous</b></li> </ul>

Ces rôles et missions ont enfin fait l'objet d'échanges quant à leur faisabilité et modalités de mise en œuvre.

**Mise en place d'un acteur fédérateur des circuits courts.** AgriParis pourrait intervenir à travers l'animation de **réseaux**, en devenant ou en installant un **acteur fédérateur des circuits courts**. L'opérateur pourrait prendre la forme juridique d'une société coopérative

d'intérêt collectif (**SCIC**) ou participer à la structuration d'un pôle territorial de coopération économique (**PTCE\***), en incluant un maximum d'acteurs concernés.

**Identification et valorisation des produits locaux et durables.** Une **charte de valeurs** ainsi qu'un système d'identification pour les produits issus de circuits courts locaux et durables pourraient être définis. AgriParis pourrait **concevoir et mener une expérimentation** pour finaliser et tester la charte de valeurs et le système d'identification en impliquant les différents circuits de commercialisation.

**Accessibilité à une alimentation durable pour tous les publics.** AgriParis pourrait renforcer son soutien aux dispositifs et organismes de **solidarité alimentaire**. Il s'agirait de **recenser les actions déjà mises en place** par des associations de soutien aux populations précaires, pour les renforcer et les soutenir, en **associant les opérateurs de la chaîne d'approvisionnement alimentaire parisienne** qui œuvrent aux côtés de ces associations.

**Grégori AKERMANN**, le chercheur associé à ce groupe de travail, a quant à lui relevé les points suivants :

- **La volonté des différents acteurs de travailler ensemble** transparait des échanges : il est pour cela important que chaque partie-prenante précise ce qu'elle serait prête à apporter.
- Le contenu des **valeurs portées par AgriParis** resterait à définir.
- Il s'agirait prioritairement de faire participer les **personnes en situation de précarité** plutôt que de « faire à leur place », afin de leur garantir un **accès à une alimentation de qualité, locale, durable**.

### Structures ayant participé à ce groupe de travail (par ordre alphabétique)

› Action Contre la Faim	› DRIAAF	› La Coopérative Bio Ile-de-France
› APUR	› Ecotable	› Le Producteur Local
› Association Française des Maîtres Restaurateurs	› EGS	› Les Grains De Sel
› Atelier Parisien d'urbanisme	› Fédération des Bouchers de Paris	› METRO France
› Baluchon	› Food2rue	› Parisculteurs
› CCI Paris	› GAB IDF	› SEMMARIS
› Chambre d'agriculture de Région Ile-de-France	› GMI Paris Ile-de-France	› Terres du Pays d'Othe
› Coopérative Bio Ile-de-France	› Groupe Bensidoun	› UMIH
	› Groupe Dadoun	
	› Kelbongoo	

# GT12

## Modèle de gouvernance multi-partenariale et contractualisation avec des territoires ruraux

**Auteurs du livret des Greniers d'Abondance :** Arthur GRIMONPONT, Félix LALLEMAND

**Chercheurs associés au GT :** Luc BODIGUEL, Directeur de recherche au CNRS et Frédéric WALLET, Coordinateur national du programme de recherche partenariale Pour et Sur le Développement Régional à l'INRAE

Dates des séances

09/11

23/11

09/12

Ce groupe de travail avait pour objectif de préciser le modèle de gouvernance à développer à l'échelle d'AgriParis pour accompagner le déploiement de ses missions.

Les participants ont indiqué l'intérêt que pourrait présenter, pour eux, une structure comme AgriParis :

### Les 9 points d'intérêt d'AgriParis identifiés par les acteurs

1. Appui au **passage à l'action collectif**, effet d'entraînement
2. Appui au **développement des filières**, appui technique
3. **Mise en réseau** des acteurs **et articulation** des projets
4. Création de **débouchés** pérennes
5. Appui à la **diversification** des exploitations
6. **Financement**
7. Apport / appui **foncier**
8. **Valorisation** des projets locaux et communication
9. **Mutualisation** des outils, des flux, des connaissances

Suite à la définition de ces points d'intérêt, deux séances ont permis d'affiner les rôles et missions que pourrait avoir AgriParis sur chacune des thématiques, ainsi que la manière dont les acteurs pourraient coopérer pour mener à bien des projets communs.

### Pistes d'actions proposées pour AgriParis

Commande publique	Débouchés alimentaires : circuits courts, logistique, transformation, stockage	Foncier
<ul style="list-style-type: none"> <li>• Sensibilisation et valorisation des projets locaux</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Définir le périmètre « local » en lien avec les parties prenantes publiques</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Gestion et facilitation de l'accès au foncier</li> <li>• Définir une stratégie</li> </ul>

### Pistes d'actions proposées pour AgriParis

<ul style="list-style-type: none"> <li>• Concevoir une <b>plateforme mutualisée</b></li> <li>• Création de débouchés pérennes, notamment via la commande publique</li> </ul>	et privées <ul style="list-style-type: none"> <li>• Structurer l'<b>animation en réseau</b></li> </ul>	<b>foncière</b> en milieu rural <ul style="list-style-type: none"> <li>• Appui au passage à l'action collective par la mise en réseau des acteurs et l'articulation des projets</li> </ul>
--	--	--

Ces rôles et missions ont enfin fait l'objet d'échanges quant à leur faisabilité et modalités de mise en œuvre.

**Commande publique.** L'opérateur pourrait appuyer le **déploiement des filières** à travers le levier de la commande publique, **via notamment la mise en place d'une plateforme de commande mettant en relation l'amont et l'aval.**

**Débouchés alimentaires.** Un **enjeu de mutualisation des flux** pour structurer durablement des échanges amont/aval a été identifié. La création de postes **d'animateurs de réseau** ainsi que la **mutualisation des moyens techniques et humains** entre collectivités et structures pour l'animation serait utile pour soutenir la démarche.

**Foncier.** L'accès au foncier est aujourd'hui facilité par le **portail géographique VigiFoncier** de la SAFER. En complément AgriParis pourrait travailler avec les acteurs du foncier du bassin francilien sur **l'identification en amont des terres qui vont se libérer sans repreneur.** Une dynamique pourrait être créée avec les agriculteurs par la mise en place de **partenariats avec AgriParis.**

**Formation, aide et accompagnement des agriculteurs.** L'opérateur AgriParis pourrait **aider au développement d'espaces-tests** pour compléter la formation des agriculteurs. En complément de la formation, il est important **de susciter des vocations chez les jeunes,** en les accompagnant en amont dans leur orientation. AgriParis pourrait aussi **jouer un rôle de plaidoyer** pour appuyer **l'extension de la dotation jeunes agriculteurs au-delà de 40 ans** (notamment dans le cas de reconversions professionnelles).

**Valorisation des déchets, économie circulaire, filières non-alimentaires.** AgriParis pourrait **développer le compostage et la méthanisation des déchets alimentaires de la ville,** tout en sensibilisant et en proposant des leviers financiers.

**Projets et expérimentations coopératifs.** AgriParis, en coopération avec d'autres structures ou collectivités, devrait tester et lancer rapidement des actions localisées, pour ensuite favoriser leur essaimage et les conditions de leur passage à l'échelle. L'opérateur pourrait faciliter le partage d'expériences au sein d'un **espace d'échanges accessible aux différentes parties prenantes.** L'importance de susciter une **réflexion mutualisée** avec les PAT existants et en cours d'élaboration en Ile-de-France a été soulignée.

**Luc BODIGUEL et Frédéric WALLET**, les chercheurs associés à ce groupe de travail, ont quant à eux relevé les points suivants :

- **Le changement d'échelle et la massification des expérimentations** ne sont pas évidents, il faudrait soutenir et accompagner spécifiquement chaque projet, et proposer les outils nécessaires à leur bonne réalisation.
- **Définir les conditions d'engagement** des différentes parties prenantes est un préalable à une coopération réussie.
- **Une gouvernance efficace repose sur la nécessité de créer une intelligence collective**, en donnant aux acteurs des moyens à long terme pour leur permettre de s'adapter aux évolutions au sein des filières.
- Construire un écosystème où chaque acteur du territoire contribue activement repose sur un fort **accompagnement**.

### Structures ayant participé à ce groupe de travail (par ordre alphabétique)

› AMAP Île-de-France	› Conseil Régional Île-de-France	› Métropole du Grand Paris
› Banque des Territoires	› DRIAAF	› Métropole Rouen Normandie
› CDC Biodiversité	› Eau de Paris	› Montpellier Méditerranée Métropole
› Chambre d'Agriculture Île-de-France	› Eau du Bassin Rennais	› PETR du Grand Auxerrois
› CNRS	› EPT Plaine Commune	› Réseau rural
› Communauté d'agglomération de l'Auxerrois	› GAB Île-de-France	› RESOLIS
› Communauté de communes du Jovinien – PETR Nord Yonne	› Grenoble Alpes Métropole	› SAFER Île-de-France
› Confédération Générale des SCOP & SCIC	› INRAE	› Terre de Liens
› Conseil départemental de la Seine-Saint-Denis	› La 27e Région	› Terres du Pays d'Othe
	› LAB3S Sols Savoirs Saveurs	› Ville de Moret-Loing-et-Orvanne
	› Le Havre Seine Métropole	
	› Les Champs des Possibles	

**QUATRE MISSIONS  
TRANSVERSALES  
PLEBISCITEES PAR LES  
PARTICIPANTS**

AGRI  
PARIS

Au travers des différents échanges ayant eu lieu lors des groupes de travail, **quatre missions transversales** qu'AgriParis pourrait remplir ont été identifiées : **une mission de mise en réseau, une mission d'observation et ingénierie de projets, une mission de financement et une mission de communication et plaidoyer**. Elles sont présentées ci-dessous, et peuvent se décliner aux 12 thématiques abordées lors des GT.

## Mise en réseau, Tiers de confiance

AgriParis a été identifié comme un opérateur qui structurerait la **mise en place et l'animation de réseaux d'acteurs** des différentes filières, de l'amont à l'aval, et entre territoires urbains et ruraux. Ces réseaux permettraient aux structures concernées par une problématique **d'échanger autour de leurs différents besoins**. AgriParis pourrait être un **animateur de ces réseaux**, en adoptant une position de « tiers de confiance », c'est-à-dire en restant **neutre vis-à-vis des autres acteurs** autour de la table. Cette mission de mise en réseau peut se concrétiser par l'organisation de **réunions régulières**, regroupant différents acteurs concernés par secteur, ou encore à travers le **développement de partenariats avec les collectivités du bassin parisien**.

Favoriser les rencontres et les partenariats permettrait ainsi à AgriParis de **coordonner les actions** mises en place sur le territoire et d'identifier les potentiels manques. Son rôle serait d'impulser des projets et des actions coordonnés **sans surajouter à ce qui existe déjà**.

AgriParis pourrait, de plus, **développer différents types de contractualisation** avec des agriculteurs ou intermédiaires locaux. Cet accompagnement permettrait la sécurisation du producteur, la pérennisation des débouchés et la rémunération à la hauteur du travail fourni. AgriParis pourrait se positionner en jouant un **rôle de tiers de confiance** au sein de cette contractualisation.

## Observatoire, Ingénierie

AgriParis pourrait être doté de missions d'accompagnement des projets. Le premier objectif serait de fournir aux acteurs un état des lieux du territoire sur des thématiques spécifiques, à travers un rôle d'**observatoire**. AgriParis pourrait ainsi **développer des études et cartographies afin de mieux identifier les flux et les acteurs sur le territoire**. Sur la question de la restauration collective, AgriParis pourrait par exemple contribuer à recenser **l'offre et la demande**, mais aussi une **cartographie des marchés publics**, afin de mieux accompagner les acteurs dans leurs démarches.

Le second objectif est **l'accompagnement en ingénierie sur les projets** que les acteurs souhaitent mettent en place, faisant écho à la volonté de la Ville de Paris de fournir une alimentation durable, de proximité, en circuits courts. En ce sens, AgriParis pourrait **prendre part à l'accompagnement direct à la réalisation de projets agricoles et agroalimentaire**. Un accompagnement dans la **mise en place d'études et d'expérimentations** permettrait notamment de développer les connaissances des acteurs, et donc de faciliter la mise en place de leurs projets.

## Financement

AgriParis pourrait intervenir en participant au financement d'activités support, de logistique et de transformation, afin de structurer des filières. AgriParis pourrait en parallèle **aider à la recherche de financements**, provenant de l'ADEME, de l'Union Européenne, de l'État, ou encore de fondations, afin de permettre la réalisation de projets et l'animation du réseau.

## Communication, Plaidoyer

AgriParis pourrait **capitaliser et partager les expériences, projets et initiatives exemplaires**, à l'échelle de la Ville mais aussi sur le bassin de vie. Ce partage transversal des facteurs de succès et des freins identifiés permettrait de valoriser les initiatives vertueuses en ne répétant pas les écueils rencontrés.

Au-delà des acteurs des filières, la sensibilisation doit aussi être orientée **vers le grand public**. L'un des objectifs d'AgriParis serait ainsi de communiquer sur ce qu'il se fait à l'échelle du territoire, afin de valoriser des pratiques et projets d'agriculture durable et permettre une meilleure compréhension et acceptation vis-à-vis des enjeux agricoles.

Enfin, AgriParis pourrait jouer **un rôle de plaidoyer**, à l'échelle nationale ou européenne, pour **soutenir les actions locales**. De multiples participants ont fait part de leur souhait qu'AgriParis puisse aider à faire évoluer les législations afin d'accompagner au mieux les initiatives locales.

# Liste des participants

AGRI  
PARIS

Prénom	Nom	Fonction	Structure
Maud	GRANGER REMY	Présidente	Abiosol
Julie	XIBERRAS	Co-fondatrice	ACTIdu champ à la table / Moulin de Rambouillet
Hélène	QUEAU	Directrice pays Mission France	Action Contre la Faim
Valérie	JOUVIN	Responsable du pôle Villes et territoires durables	ADEME Ile-de-France
Jean-Marie	CHAUMEL	Expert en charge de la thématique méthanisation / compostage	ADEME Île-de-France
Christelle	ANGENIOL	Responsable de la mission agriculture	Agence des Espaces Verts
Jean-Claude	GUEHENNEC	Membre du bureau	Agriculteur, Chambre d'Agriculture IDF
Béatrice	MERIGOT	Responsable des partenariats	AGROF'ILE
François	LEGER	Enseignant chercheur en agroécologie	AgroParisTech
Isabelle	THIERS	Agricultrice	AMAP Ile-de-France
Romain	MILLER	Administrateur	AMAP Île-de-France
Carine	LANCIAUX	Responsable clientèle collectivités RHD	Andros
Dominique	ALBA	Directrice générale de l'Atelier parisien d'urbanisme	APUR
Eléonore	BOUVIER	Assistante chargée d'étude	APUR
Jérémie	JAEGER	Chargé d'études	APUR
Tristan	LAITHIER	Géographe	APUR
Yann-Fanch	VAULEON	Chef de projet	APUR
Jean-Baptiste	VERVY	Président. Agriculteur, responsable de Wizy Farm	Association Co-farming
Jean-François	DELAITRE	Président de l'association et agriculteur méthaniseur à Ussy sur Marne (O Terres Énergies)	Association des agriculteurs méthaniseurs de France
Yann	FRADIN	Directeur général	Association Espaces
Julie	KEHAYOGLOU	Assistante Technique du Secteur Agriculture Urbaine et Économie Circulaire	Association Espaces
Alain	FONTAINE	Président	Association Française des Maîtres Restaurateurs
Alexia	MARAIS	Responsable Communication	Au Bout Du Champ
Joseph	PETIT	Fondateur d'Au Bout du Champ, distributeur 100% local en Ile-de-France	Au Bout Du Champ
Louise	FOURQUET	Présidente	Baluchon

Nicole	FARLOTTI	Directrice	<b>Banque alimentaire</b>
Yves	AUBRY	Chargé de mission	<b>Banque des territoires - Caisse des dépôts</b>
Jean-Philippe	LEYRAT	Directeur territorial Paris	<b>Banque des Territoires - Caisse des dépôts</b>
Damien	LAWLOR	Responsable approvisionnement biodéchets région parisienne	<b>Bionerval</b>
Perrine	TAVERNIER	Chargée de mission développement agricole et agro-alimentaire	<b>Biovallée CCVD</b>
Nathalie	CORADE	Maître de conférences en économie, Responsable de la spécialisation « Agricultures, proximité et territoires d'ici et d'ailleurs »	<b>Bordeaux Sciences Agro</b>
Mélanie	SAAD	Chargée de développement territorial Paris	<b>Caisse des dépôts</b>
Florence	DE DEKEN	Responsable Relations Supply Chain Paris IDF	<b>Carrefour Market</b>
Sophie	LAUNAY	Responsable des études	<b>CCI paris</b>
Elodie	BEINER	Responsable de la filière agroalimentaire	<b>CCI Paris Ile-de-France</b>
Chloé	DESPLECHIN	Economiste de l'environnement	<b>CDC Biodiversité</b>
Valentine	NOREVE	Chargée de projets Outils de suivi de la biodiversité	<b>CDC Biodiversité</b>
Anca	CRONOPOL	Responsable de division « Structure, Maçonnerie et Partition »	<b>Centre scientifique et technique du bâtiment (CSTB)</b>
Bruno	NEVEU	Directeur	<b>CFA</b>
Romain	DE SWARTE	Responsable formation	<b>CFPPA Bougainville</b>
Tessa	BERGOUNHON	Conseillère Diversification et Animatrice filières alimentaires	<b>Chambre d'Agriculture Île-de-France</b>
Stéphanie	BERNARD	Membre	<b>Chambre d'Agriculture Île-de-France</b>
Hervé	BILLET	Secrétaire général en charge des thématiques économie -filières	<b>Chambre d'Agriculture Île-de-France</b>
Pierre	BOT	Président de la commission Nouvelles formes d'agriculture	<b>Chambre d'Agriculture Île-de-France</b>
Juliette	DESECURES	Service relations publiques et collectivités – pôle Collectivités	<b>Chambre d'Agriculture Île-de-France</b>
François	DU PATY	Responsable pôle Entreprises	<b>Chambre d'Agriculture Île-de-France</b>
Julia	ERHART	Chargée d'étude diagnostic agricole et alimentaire et restauration collective	<b>Chambre d'Agriculture Île-de-France</b>
Béatrice	GUERARD	Cheffe du Service Territoires (Aménagement/urbanisme, Foncier, Bureau d'Etudes)	<b>Chambre d'Agriculture Île-de-France</b>
Fatna	KHENAFOU	Cheffe de projet agriculture urbaine	<b>Chambre d'Agriculture Île-de-France</b>
Pauline	LE BOURNOT	Chargée d'études produits fermiers et e-commerce	<b>Chambre d'Agriculture Île-de-France</b>
Catherine	LION	Membre associée, élue de la Chambre d'agriculture en charge du suivi du territoire de la Métropole du Grand Paris	<b>Chambre d'Agriculture Île-de-France</b>

Guillaume	MICHEL	Responsable du pôle filières alimentaires	<b>Chambre d'Agriculture Île-de-France</b>
Éric	RUIZ	Chargé d'études filières et conseil	<b>Chambre d'Agriculture Île-de-France</b>
Luc	JANOTTIN	Agriculteur, référent environnement	<b>Chambre d'Agriculture Ile-de-France</b>
Laurent	ROYER	Expert valorisation des matières en agriculture	<b>Chambre d'Agriculture Ile-de-France</b>
Didier	GALET	Associé gérant chez GD Conseil	<b>Champs des Possibles</b>
Tara	BUSHE	Chargée de projet	<b>CHANTIER école Île-de-France</b>
Jean-Marc	DAVID	Directeur des achats	<b>CNOUS</b>
Luc	BODIGUEL	Directeur de recherche	<b>CNRS</b>
Laetitia	VERHAEGHE	Doctorante en CIFRE sur l'alliance des territoires, Sol et Civilisation, UMR Géographie-Cités, équipe CRIA	<b>CNRS</b>
Mélanie	LACOMBE	Project Manager	<b>CoFarming</b>
Hélène	TAQUET	Co-fondatrice	<b>Collectif de la Fleur Française</b>
Claire	GITTINGER	Chargée de projets territoires	<b>Commerce équitable France</b>
Julie	MAISONHAUTE	Directrice	<b>Commerce équitable France</b>
Xavier	ANTOINE	Chargé de protection des eaux, agriculture, alimentation	<b>Communauté d'agglomération de l'Auxerrois</b>
Karine	PERREVE	Adjointe à la direction des services techniques	<b>Communauté de communes du Jovinien</b>
Béatrice	MINOIS	Directrice générale des services adjointe de la Ville de Joigny et de la communauté de communes du Jovinien	<b>Communauté de communes du Jovinien – PETR Nord Yonne</b>
Mehdia	HUMEZ	Trésorière	<b>Community Land Trust</b>
Emmanuel	LAUREAU	Agriculteur, Gérant	<b>Compomar</b>
Aude	JUSTAFRE	Déléguée nationale au développement et à l'innovation sociale	<b>Confédération Générale des SCOP &amp; SCIC</b>
Romain	DHAINAUT	Chargé de mission transition écologique	<b>Conseil départemental de la Seine-Saint-Denis</b>
Marie	CHEVILLOTTE	Cheffe du service Ruralité et Parcs Naturels Régionaux	<b>Conseil Régional Île-de-France</b>
Héloïse	RATO	Doctorante CIFRE	<b>Conseil Régional Île-de-France</b>
Frédéric	FRINGS	Vice-Président	<b>Coopérative Bio Ile-de-France</b>
Aurélien	DUCOUX	Responsable restauration collective	<b>Coopérative Bio Ile-de-France</b>
Nicolas	HALLIER	Directeur Général	<b>Coopérative Bio Ile-de-France</b>
Sophie	LECORRE	Cheffe de produits	<b>Dadoun</b>
Myriam	BOURE	Coordonnatrice	<b>DATA FOOD CONSORTIUM</b>

William	LUIS	Retail & Connexions	<b>DIRECTION GARES &amp; CONNEXIONS</b>
Yves	GUY	Chef de service régional d'économie agricole	<b>Direction Régionale et Interdépartementale de l'Alimentation, de l'Agriculture et de la Forêt d'Ile-de-France (DRIAAF)</b>
Florian	VON KERSSENBROCK	Chargé de mission MAEC et Bio	<b>Direction Régionale et Interdépartementale de l'Alimentation, de l'Agriculture et de la Forêt d'Ile-de-France (DRIAAF)</b>
Gilles	WORMS	Responsable du développement	<b>Domalait Production</b>
Christophe	CODARINI	Chargé de mission pôle "offre alimentaire et agroalimentaire"	<b>DRIAAF</b>
Benjamin	GENTON	Directeur adjoint	<b>DRIAAF</b>
Maëlle	RANOUX	Chargée de mission politiques alimentaires	<b>DRIAAF</b>
Matthieu	COSMANO	Chargé de mission foncier, environnement et juridique	<b>Eau de Paris</b>
Estelle	DESARNAUD	Directrice générale adjointe	<b>Eau de Paris</b>
Hugo	GIFFARD	Chargé de mission	<b>Eau de Paris</b>
Manon	ZAKEOSSIAN	Responsable du service protection de la ressource et biodiversité	<b>Eau de Paris</b>
Daniel	HELLE	Coordonnateur Terres de Sources	<b>Eau du Bassin Rennais</b>
Yannick	NADESAN	Vice-Président de la collectivité Eau du Bassin Rennais délégué à Terres de Sources et aux captages métropolitains, Adjoint à la Maire de Rennes délégué à la santé et au vieillissement, Conseiller de Rennes Métropole délégué à l'agriculture et à l'alimentation	<b>Eau du Bassin Rennais</b>
Lise	PUJOS	Responsable Ecocert en cuisine	<b>Ecocert</b>
Agnès	MARIN	Directrice de la formation pour adultes	<b>Ecole du Breuil</b>
Fanny	GIANSETTO	Présidente	<b>Ecotable</b>
David	MASS	Directeur Administratif et Financier	<b>EGS</b>
Valérie	DE BREM	Directrice Générale	<b>Elogie-Siemp</b>
Amélie	MAUBOUSSIN	Chargée de développement et partenariat	<b>EMMAÛS DÉFI</b>
Kheira	MAZOUZI	Présidente	<b>Enquête de Sens</b>
Nathalie	ROUX	Responsable du pôle mutations économiques	<b>Ensemble Paris Emploi Compétences (EPEC)</b>
Magali	BARDOU	Chargée de mission Agenda 21, Délégation Générale à l'Ecologie Urbaine	<b>EPT Plaine Commune</b>
Lauriane	GABELLE	Chargée de mission politique de la ville, prochainement chargée de PAT	<b>EPT Plaine Commune</b>
Séverine	CHARRIERE	Consultante senior Eau, Agriculture, Transition alimentaire	<b>Espelia</b>

Manon	BARDIN	Animatrice Installation - Transmission	<b>FADEAR</b>
Laurent	CALLU	Président fédéral	<b>Fédération des Bouchers de Paris</b>
Véronique	LANGLAIS	Présidente	<b>Fédération des Bouchers de Paris</b>
Frédérique	WAGON	Secrétaire générale	<b>Fédération des Marchés de Gros de France (FMGF)</b>
Christina	TOLENTINO	Responsable RH	<b>Fédération Nationale des CUMA (FN Cuma)</b>
Laura	MOREL	Responsable IDF	<b>Fédération Régionale des Syndicats d'Exploitants Agricoles d'Ile-de-France</b>
Clément	DE LA RAITRIE	Directeur commercial	<b>Ferme de Viltain</b>
Stéphane	MORELLI	Directeur administratif	<b>Ferme de Viltain</b>
Sophie	DANLOS	Directrice	<b>Fermes d'Avenir</b>
Sophie	PONS	Cheffe de projet	<b>Fermes d'Avenir</b>
Alec	BICKERSTETH	Chef de projet filières	<b>Fibois Ile-de-France</b>
Scarlett	BOIARDI	Cheffe de projets bois énergie	<b>Fibois Ile-de-France</b>
Lucie	MEUNIER	Coordinatrice Prescriptrice Bois	<b>Fibois Ile-de-France</b>
Nicolas	FESCOURT	Chargé de projet	<b>Fleurs d'Halage</b>
Hortense	HARANG	Co-fondatrice	<b>Fleurs d'Ici</b>
Lucie	SUCHET	Cheffe de pôle engagement & influence	<b>FNCUMA</b>
Pauline	MARTIN	Déléguée régionale Ile-de-France	<b>FNTR</b>
Jeremy	BARTHEZ	Chef de service Aide alimentaire	<b>Fondation Armée du Salut</b>
Patrice	RAVENEAU	Responsable du programme « Mon Restau Responsable »	<b>Fondation Nicolas Hulot</b>
Gauthier	HAUCHART	Co-fondateur	<b>Food2rue</b>
Marie-Gabrielle	JACOB	Chargée de mission Évaluation de politiques publiques	<b>FranceAgriMer</b>
Frédéric	BONOMO	Directeur	<b>Fraulis</b>
Alexandra	KLEIN		<b>Fraulis</b>
Sébastien	GUERINOT	Agriculteur	<b>FRSEA</b>
Bruno	LAFONT	Agriculteur	<b>GAB IDF</b>
Clément	TOURNIER	Chargé de mission Restauration Collective	<b>GAB IDF</b>
Jacques	FRINGS	Président	<b>GAB Ile-de-France</b>
Bénédicte	REBEYROTTE	Responsable Développement des territoires - Animatrice territoriale Sud Essonne Etampois	<b>GAB Ile-de-France</b>

Jean-Marc	PARIS	Délégué général et trésorier	<b>GATMARIF</b>
Valérie	SAAS LOVICHY	Présidente	<b>GMI Paris Ile-de-France</b>
Rachel	BOUVARD	Directrice RSE	<b>GNI Paris</b>
Pascal	MOUSSET	Président	<b>GNI Paris</b>
Romain	VIDAL	Secrétaire général	<b>GNI Paris</b>
Laëtitia	AUBEUT	Chargée de développement biométhane – marché STEP Biodéchet ISDND	<b>GRDF</b>
Ornella	DANTE	Stagiaire	<b>GRDF</b>
Gaëtan	QUESNEL	Responsable territorial	<b>GRDF</b>
Marianne	RICCI	Directrice territoriale	<b>GRDF</b>
Christine	ORIOLE	Chargée de mission PAIT	<b>Grenoble Alpes Métropole</b>
Pascal	BENSIDOUN	Dirigeant	<b>Groupe Bensidoun</b>
Romain	DADOUN	Dirigeant	<b>Groupe Dadoun</b>
Pierre	LEFEVRE	Responsable Achats Indirects	<b>Groupe Pomona</b>
Manon	MONTES	Stagiaire chargée de mission développement	<b>Groupe SOS Transition écologique</b>
Claire	DUFOUR	Responsable du développement, secteur de la transition écologique	<b>Groupe SOS Transition Ecologique : ANDES</b>
Marie	KIMMERLIN	Maraîchère bio, administratrice du GAB IDF	<b>Groupement Agriculteurs Bios Ile-de- France</b>
Florence	DANIEL	Directrice générale	<b>Groupement des Agriculteurs Bio d'Ile-de-France</b>
Emilie	MALLET	Chef de projet logistique urbaine	<b>HAROPA</b>
Pascal	BROUILLAUD	Chargé de mission	<b>Ile de France Terre de saveurs</b>
François	PURSEIGLE	Directeur du département de Sciences économiques, sociales et de gestion	<b>INP-ENSAT</b>
Grégori	AKERMANN	Chargé de recherche	<b>INRAE</b>
Yuna	CHIFFOLEAU	Directrice de recherche en sociologie économique	<b>INRAE</b>
Michel	DURU	Directeur de recherche en agronomie et santé globale	<b>INRAE</b>
Anne	TREMIER	Directrice de recherche – Directrice d'Unité UR OPAALÉ	<b>INRAE</b>
Frédéric	WALLET	Coordinateur national du programme de recherche partenariale Pour et Sur le Développement Régional	<b>INRAE</b>
Laure	DE BIASI	Co-animatrice du Réseau Mixte Technologique Alimentation locale	<b>Institut Paris région</b>
Corinne	ROPITAL	Chargée d'études logistiques	<b>Institut Paris Région</b>

Alexandre	AQUILON	Alternant, responsable de développement	<b>Inter Chanvre</b>
Nathalie	FICHAUX	Directrice	<b>InterChanvre</b>
Corinne	PRADES-TALOUARN	Déléguée régionale	<b>Interfel IdF</b>
Clément	TORPIER	Agriculteur	<b>Jeunes Agriculteurs IDF /Association régional des Point Accueil Installation</b>
Léa	BARBIER	Co-fondatrice	<b>Kelbongoo</b>
Roddy	LAROCHE	Chef de projets	<b>La 27e Région</b>
Pierre	PEZZIARDI	Développement de nouvelles ceintures vertes	<b>La Ceinture Verte</b>
Romane	GOHIER	Responsable Bioéconomie et Economie Circulaire	<b>La Coopération Agricole</b>
Gilles	CHAPUIS	Directeur	<b>La manufacture de légumes</b>
Frédérique	ROVELLI		<b>La Normandie à Paris</b>
Valérie	CATHELY	Déléguée aux Relations Territoriales de Paris	<b>La Poste</b>
Jeanne	ANGLES D'AURIAC	Chargée du développement du Réseau de Producteurs	<b>La Ruche qui dit Oui !</b>
Matthias	CORTIN	Chef de projet relations producteurs	<b>La Ruche qui dit Oui !</b>
Yann	CHAPIN	Directeur	<b>LAB3S Sols Savoirs Saveurs</b>
Adrien	FLANDRIN	Directeur commercial	<b>Le Chemin des Mûres</b>
Nils	OLIVIER	Président	<b>Le Chemin des Mûres</b>
Mélanie	BRIAND	Chargée du PAT	<b>Le Havre Seine Métropole</b>
Charlotte	DE SOYRES	Chargée de projet Alimentation	<b>Le Havre Seine Métropole</b>
Claire	PEREZ	Présidente	<b>Le Producteur Local</b>
Fabien	CAUDRON	Responsable développement	<b>Leclerc Scapnor</b>
Cyrielle	CALLOT	Directrice Générale	<b>Les Alchimistes</b>
Flore	DESAL	Chargée de développement	<b>Les Alchimistes</b>
Alexandre	GUILLUY	Co-fondateur et président	<b>Les Alchimistes</b>
Mélanie	CASTELLE	Chargée d'accompagnement et de formation	<b>Les Champs des Possibles</b>
Hugo	GUGGENBUHL	Chargé d'accompagnement et de formation	<b>Les Champs des Possibles</b>
Sylvain	PECHOUX	Co-gérant	<b>Les Champs des Possibles</b>
Claire	PIERSON	Responsable administratif et financier	<b>Les Champs des Possibles</b>
Laurent	THUVIGNON	Chargé d'accompagnement	<b>Les Champs des Possibles</b>
Sébastien	MOIREAU	Co-fondateur	<b>Les Grains De Sel</b>

Lucile	GIQUEL	Consultante/formatrice en alimentation et territoires	<b>Les Greniers d'Abondance</b>
Noé	GUIRAUD		<b>Les Greniers d'Abondance</b>
Arthur	GRIMONPONT	Chercheur et co-fondateur	<b>Les Greniers d'Abondance</b>
Félix	LALLEMAND	Co-fondateur	<b>Les Greniers d'Abondance</b>
Ludovic	MAMDY	Consultant en Transition Agricole et Alimentaire	<b>Les Greniers d'Abondance</b>
Maud	WAN	Accompagnement et conseil pour la résilience alimentaire	<b>Les Greniers d'Abondance / Maurésiaterrre</b>
Virginie	VAN DE KERCHOVE	Cheffe de projets	<b>Matrice association</b>
Bruno	LE COASSIN	Directeur Transport	<b>METRO</b>
Julie	ARTUS	Responsable des Relations Institutionnelles	<b>METRO France</b>
Fabrice	COURTOIS	Responsable Achats - Directeur de Marché Frais	<b>METRO France</b>
Patrick	EYCHENIE	Secrétaire Général	<b>METRO France</b>
Marie	GARNIER	Directrice Qualité et Développement Durable	<b>METRO France</b>
Ludovic	MAITRIAS	Responsable du programme développement durable	<b>METRO France</b>
MARTINE	VAZQUEZ	Urban Freight project manager	<b>Metropole du Grand Paris</b>
Laurène	COLONGE	Chargée de mission Agriculture/Alimentation	<b>Métropole du Grand Paris</b>
Lucie	LABIDOIRE	Chargée de mission Nature en Ville	<b>Métropole du Grand Paris</b>
Cécile	SAVIN	Chargée de mission	<b>Métropole du Grand Paris</b>
Djeneba	KEITA	Vice-Présidente	<b>Métropole du Grand Paris</b>
Amélie	ARNAUDET	Responsable Agriculture et Administration	<b>Métropole Rouen Normandie</b>
Isabelle	TOUZARD	Vice-Présidente Transition écologique et solidaire, énergie, biodiversité, agroécologie et alimentation	<b>Montpellier Méditerranée Métropole</b>
Fabien	DELORY	Directeur Général	<b>Moulinot</b>
Pierre-Alexis	MARRE	Chargé de développement commercial Lombricompost	<b>Moulinot</b>
Stephan	MARTINEZ	Président	<b>Moulinot</b>
Edouard	VAN HEESWYCK	Chef de projet	<b>Moulinot</b>
Julien	BOURGEOIS	Co-dirigeant	<b>MOULINS BOURGEOIS</b>
Luc	PEINTURIER	Responsable filière bio	<b>Moulins Bourgeois</b>
Christophe	LELONG	Conseiller protection sociale	<b>MSA IDF</b>
Philippe	TRAN TRAN HAI	Responsable Prévention Santé Sécurité au	<b>MSA Ile-de-France service SST</b>

		Travail	
Patern	CALVEZ	Consultant	<b>OBD Grand Paris</b>
Victor	PIRES	Directeur régional IDF	<b>OCAPIAT</b>
Clémence	BERLINGEN	Chargée de mission Circuits Courts Alimentaires	<b>Open Food France</b>
Samuel	FELLER	Directeur d'études	<b>Open Food France</b>
Helder	DE OLIVEIRA	Directeur	<b>ORDIF</b>
Anthony	DE SOUSA	Responsable RHD	<b>Organic Alliance</b>
François	BESSE	Directeur commercial France et export	<b>OVOTEAM</b>
Yoann	BOUQUETOT	Commercial	<b>OVOTEAM</b>
Grégoire	BECHU	Chargé de mission Restauration durable	<b>Paris 2024</b>
Géraldine	PLEIS	Chargée de mission	<b>Parisculteurs</b>
Marie	DEVLAEMINCK	Chef de secteur	<b>PASSION FROID - POMONA</b>
Sabine	CASINI	Assistante de direction	<b>Petit Forestier</b>
Christopher	MORGAN	Chargé de mission PETR et fonds structurels	<b>PETR du Grand Auxerrois</b>
Fabienne	GRAL	Responsable Marchés Publics et Collectivités Ile de France	<b>POMONA EPISAVEURS</b>
Virginie	HAYER	Chargée de développement marchés publics	<b>POMONA EPISAVEURS</b>
Eric	JUTTIN	Responsable Marchés Publics	<b>POMONA EPISAVEURS</b>
Robert	PLENT	Directeur régional	<b>Pomona Passion Froid Ile de France</b>
Vanessa	AUBRY	Responsable nationale grands comptes	<b>Pro à Pro</b>
Marie	DEWAVRIN	Responsable des partenariats et du mécénat	<b>Projet HECTAR</b>
Marion	VIGNEAU	Chargée de mission agriculture	<b>Région IDF</b>
Delphine	JABOEUF	Coordinatrice	<b>Réseau Compost Citoyen Île-de-France</b>
Catherine	SALVAT	Trésorière adjointe	<b>Réseau Compost Citoyen Île-de-France</b>
Evelyne	BOULONGNE	Administratrice représentative	<b>Réseau des AMAP Ile-de-France</b>
Thomas	LEFEBVRE	Animateur du réseau	<b>Réseau rural</b>
Henri	ROUILLE D'ORFEUIL	Pilote du programme « Alimentation responsable et durable »	<b>RESOLIS</b>
Paul	LEFEVRE	Chargé de mission	<b>SAFER Ile-de-France</b>
Jean-Baptiste	SCHWEIGER	Directeur de service, Direction Prospective et Aménagement Territorial	<b>SAFER Ile-de-France</b>
Julie	VEYSSEYRE	Pôle animation de territoires, Animatrice	<b>SAFER Ile-de-France</b>

		APPACE	
Houmaïrat	M'MADI	Animatrice Plaine d'avenir	<b>SAFER Île-de-France</b>
Pierre	DELOISON	Responsable développement commercial	<b>SCOP UNISVERT</b>
Gwenaëlle	BRANDALET	Chargé d'études	<b>Semmaris</b>
Chloé	DE SAINT LAURENT	Chargée de mission développement	<b>Semmaris</b>
Aminata	DIOP	Cheffe de projets	<b>Semmaris</b>
Julie	HANOT	Conseillère agricole	<b>SEMMARIS</b>
Luc	MARY	Directeur	<b>SICABA</b>
Hélène	CLEMENTE	Directrice Pôle Alimentation Durable	<b>SIPLARC</b>
Laura	PONCET	Directrice générale des services, Syndicat Intercommunal de Production et de Livraison Alimentaire de Repas Collectifs	<b>SIPLARC</b>
Frédéric	SOUCHET	Directeur Général des Services	<b>SIRESCO</b>
Sarah	DE BUTLER	Déléguée générale	<b>SNTL</b>
Claire	THIEBAUT	Chargée de filières	<b>SOCOPA</b>
Asma	BENNOUR	Directrice de Site	<b>SODEXO SFRS</b>
Isabelle	DESCLOZEAUX	Responsable PAT Education	<b>SODEXO SOGERES</b>
Inès	BALLIGAND	Cheffe de projet	<b>Sogaris</b>
Juliette	BERTHON	Directrice de projets Développement et Innovation	<b>Sogaris</b>
Sonia	SAMADI	Directrice du Développement et de l'Innovation	<b>Sogaris</b>
Thomas	FILIATRE	Chargé de projet	<b>SOLAGRO</b>
Sandrine	DHELLEMES	Développement commercial	<b>SOUN by Fastroad</b>
Antoine	JAMET	Sustainability Lead	<b>STUART</b>
Morgane	PROUFF	Chef de Produit	<b>Superproducteur</b>
Catherine	BOUX	Directrice Générale Adjointe Exploitation et valorisation des déchets	<b>SYCTOM</b>
Cyrille	DEROUE	Directeur prévention et sensibilisation, Agence métropolitaine des déchets ménagers	<b>SYCTOM</b>
Marie-Hélène	LERASLE	Directrice adjointe	<b>SYCTOM</b>
Marie-Pierre	MARTINET	Directrice Générale Adjointe Mobilisation Publics et Territoires	<b>SYCTOM</b>
Bruno	ABOU	Responsable des marchés publics zone IDF	<b>SYSCO</b>

Laurine	INDJELE	Assistante chef de marchés enseignement, Syndicat indépendant des grossistes alimentaires	<b>SYSCO</b>
Cathy	LAU	Responsable nutrition de zone (Ile de France)	<b>SYSCO</b>
Nolwenn	RIGAULT	Apprentie Responsable Nutrition, Syndicat indépendant des grossistes alimentaires	<b>SYSCO</b>
Ellen	BEAURIN GRESSIER	Secrétaire adjointe	<b>Terre de Liens</b>
Michel	VAMPOUILLE	Président	<b>Terre de Liens</b>
Hélène	BECHET	Chargée des relations avec les collectivités	<b>Terre de Liens IDF</b>
Laureen	CHICHE	Animatrice territoriale	<b>Terre de Liens IDF</b>
Eric	MOREAU	Directeur régional	<b>TERREAZUR ILE DE FRANCE - GROUPE POMONA</b>
Zoltan	KAHN	Cofondateur	<b>Terres du Pays d'Othe</b>
Audrey	LOUDART	Directrice	<b>Terres du Pays d'Othe</b>
Marc	ROZIER	Responsable développement commercial	<b>Transgourmet</b>
Marine	FALGUERA	Chef de secteur foodservice	<b>Triballat</b>
Bertrand	LECOURT	Président	<b>UMIH</b>
Sabine	CARÉ	Directrice de recherche	<b>Université Gustave Eiffel, Laboratoire Navier</b>
Gwenaëlle	RATON	Chercheuse	<b>Université Gustave Eiffel, laboratoire SPLOTT</b>
Claire	ARAGAU	Chercheuse, maître de conférences	<b>Université Paris Nanterre, UMR CNRS LAVUE 7218</b>
Anouck	BARCAT	Directrice des Affaires Publiques	<b>UPCYCLE</b>
Arnaud	ULRICH	Co-fondateur	<b>UPCYCLE</b>
Nadine	LAHOUD	Fondatrice	<b>Veni Verdi</b>
Marianne	PECHABRIER	Coordinatrice de formation	<b>Veni Verdi</b>
Dikran	ZAKEOSSIAN	Maire	<b>Ville de Moret-Loing-et-Orvanne</b>
Clément	PECQUEUX	Maire adjoint en charge de l'écologie urbaine	<b>Ville d'Ivry-sur-Seine</b>
Amandine	PHILIPPE	Cabinet du Maire, représentante de Clément Pécqueux, maire adjoint en charge de l'écologie urbaine.	<b>Ville d'Ivry-sur-Seine</b>
Julie	PERNEL	Conseillère en formation	<b>VIVEA</b>
Rachid	YASSA	Chargé de développement-référent logistique urbaine fluviale	<b>Voies navigables de France</b>
Françoise	BURGAUD	Responsable du pôle études et bien-être animal	<b>WELFARM</b>

Marie	WANIOWSKI	Chargée de mission Campagnes et Plaidoyer	<b>Welfarm</b>
Judith	WOLLNER	Responsable communication	<b>WeTradeLocal / Fleurs d'ici</b>

## GLOSSAIRE

**Compensation carbone** : mécanisme financier qui permet de soutenir des projets environnementaux visant à réduire les émissions de gaz à effet de serre (ex : promotion des énergies vertes) ou à participer à leur séquestration (ex : reforestation).

**CPF** : Compte personnel de formation.

**Économie de la fonctionnalité** : L'économie de la fonctionnalité établit une nouvelle relation entre l'offre et la demande qui n'est plus uniquement basée sur la simple vente de biens ou de services. La contractualisation repose sur les effets utiles (bénéfiques) et l'offre s'adapte aux besoins réels des personnes, des entreprises et des collectivités ainsi qu'aux enjeux relatifs au développement durable.

**Foncière citoyenne** : face aux difficultés que rencontrent les porteurs de projets pour trouver des terrains, les foncières citoyennes visent à mobiliser les citoyens issus d'un territoire afin qu'ils identifient les pistes foncières et qu'ils rencontrent les propriétaires, cédants, porteurs de projets et les collectivités.

**Fonds de portage** : Le portage (ou stockage, ou mise en réserve) du foncier consiste à l'acquisition temporaire d'un bien par une structure tierce (collectivité territoriale, SAFER, EPF) avant sa rétrocession. Il s'agit d'un outil particulièrement indiqué dans le cadre d'une politique territoriale de renouvellement de la population agricole. Il permet de prendre du temps pour trouver un porteur de projet ou pour permettre au futur preneur de terminer sa formation ou ses démarches de reprise. Il offre également la possibilité de restructurer des fermes pour en faire des unités viables et adaptées aux projets des futurs preneurs.

**Paiement pour services environnementaux (PSE)** : paiements qui rémunèrent les agriculteurs pour des actions qui contribuent à restaurer ou maintenir des écosystèmes, dont la société tire des bénéfices (préservation de la qualité de l'eau, stockage de carbone, protection du paysage et de la biodiversité...). Ces avantages sont qualifiés de services écosystémiques. Les actions des agriculteurs, quant à elles, sont qualifiées de services environnementaux.

**PTCE** : Pôles territoriaux de coopération économique.

**SCIC** : Une société coopérative d'intérêt collectif est une coopérative de production de droit français.

**SCOP** : Une société coopérative de production (scop), parfois également appelée « société coopérative ouvrière de production » ou « société coopérative de travailleurs »<sup>1</sup>, est en droit français, une société commerciale qui se distingue des sociétés classiques par une détention majoritaire du capital et du pouvoir de décision par les salariés.

**VIVEA** : Vivea est un fonds d'assurance formation qui a été créé en 2001 entre les syndicats agricoles et des organisations agricoles.



AGRI  
PARIS



Soutenu par

